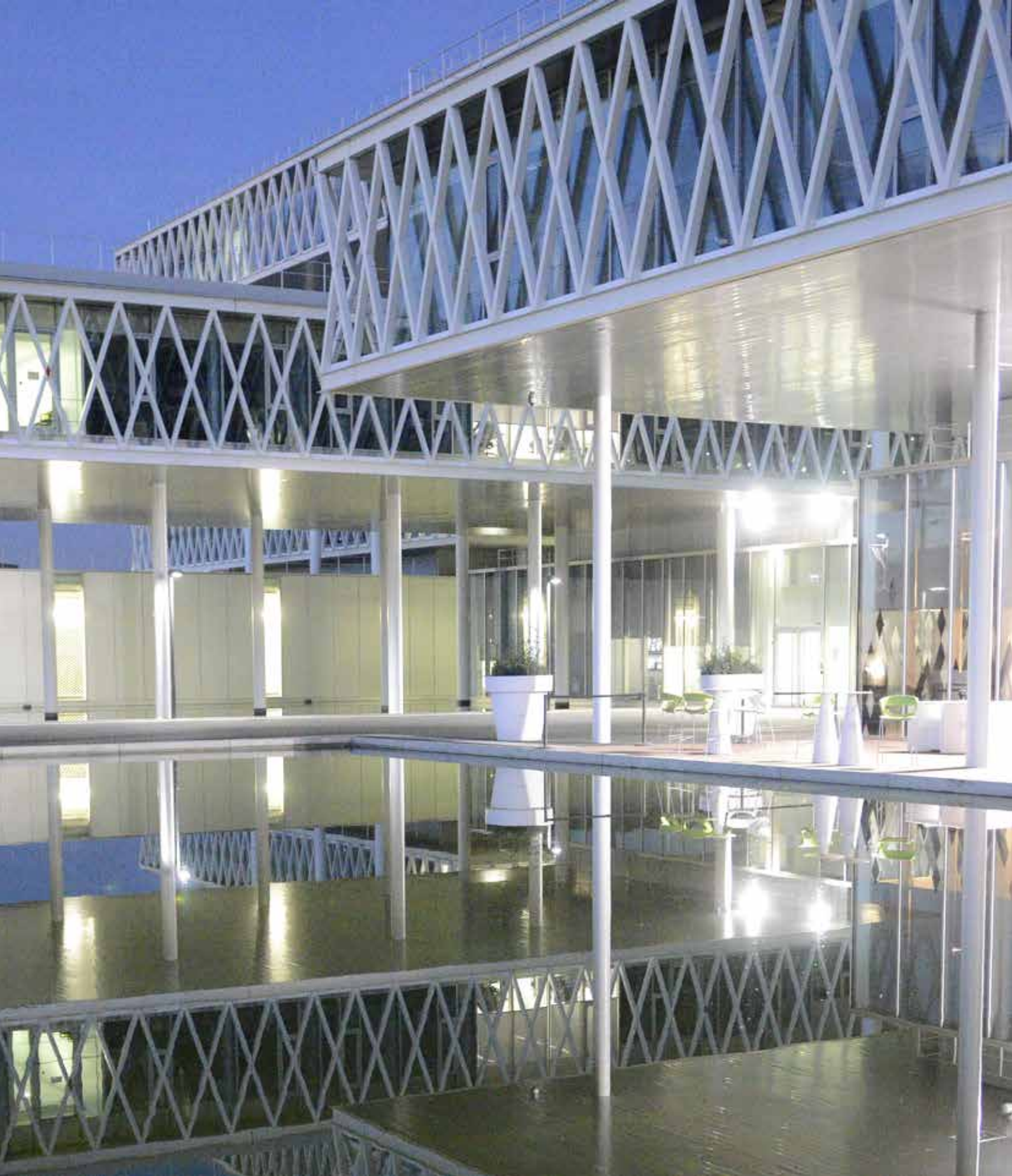




Rapport d'activité 2019



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**ARCHIVES
NATIONALES**

SOMMAIRE

Introduction

Les Archives nationales en quelques chiffres

Moyens : ressources humaines, budget, bâtiments, sécurité, informatique

Grands chantiers transverses

Enrichissement des fonds et traitement intellectuel

Préservation et numérisation des archives

Partenariats scientifiques, recherche et innovation

Communication des documents

Action culturelle et éducative

Partage d'expertises (France et international)

Les Archives nationales dans l'espace public, les médias et les réseaux sociaux

Annexes

Introduction

Les Archives nationales en 2019, ce sont 2,6 kilomètres d'archives nouvelles, 140 000 visiteurs sur les deux sites de Paris et de Pierrefitte-sur-Seine, 8 000 lecteurs différents auxquels 115 000 cartons et registres ont été communiqués ou encore 23 millions de consultations de documents en ligne. Si l'on franchit un instant le mur des chiffres, c'est l'entrée de nouveaux fonds exceptionnels, comme les archives de Françoise Dolto, la photothèque numérique de la présidence Hollande ou encore des dossiers individuels de la direction de la Surveillance du territoire de la période de la Seconde Guerre mondiale et de l'épuration. Ce sont aussi des expositions, et notamment les deux expositions de l'automne qui ont connu un grand succès (*Quand les artistes dessinaient les cartes* à Paris et *La science à la poursuite du crime* à Pierrefitte-sur-Seine, meilleure fréquentation depuis l'ouverture du site en 2013). C'est la poursuite du projet ADAMANT d'archivage électronique. Ce sont aussi des chantiers immobiliers, à Pierrefitte-sur-Seine et à Paris, portés directement par les Archives nationales ou par l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture (OPPIC), avec déplacements de services. Ce sont aussi des traitements intellectuels de fonds, des chantiers des collections, le déménagement de 800 ml d'archives du site de Fontainebleau vers ceux de Paris et de Pierrefitte-sur-Seine ou encore l'achèvement du déménagement des archives situées dans les sous-sols du site parisien inondables en cas de crue centennale... et tant d'autres chantiers et opérations que je ne pourrais citer tant la liste est longue.

Mais les Archives nationales, ce sont aussi et surtout des femmes et des hommes qui nous ont rejoints, sont partis, ont porté des projets, défendu le service public des archives et se sont adaptés, quand cela était nécessaire, aux changements de l'environnement professionnel.

Parmi eux, je ne saurais ne pas citer Françoise Banat-Berger, qui a quitté la direction des Archives nationales en février 2019 pour rejoindre le Service interministériel des Archives de France, après 5 ans d'engagement total au service des Archives nationales et de leurs usagers ; je n'oublierai pas non plus Nicolas Houzelot, directeur-adjoint, qui a assuré l'intérim de la direction de février à août et a fait valoir des droits à une retraite bien méritée en fin d'année. Bravo à eux pour le travail accompli de 2014 à 2019 !

À l'heure où j'écris ces quelques lignes, l'année 2019 paraît déjà bien lointaine, comme repoussée dans les temps anciens par la crise épidémique et le confinement généralisé du printemps 2020. Si l'épidémie ne s'est pas éteinte avec l'été, l'établissement a repris une activité aussi proche de la normale que possible, dans un contexte nouveau qui apporte son lot de contraintes individuelles et collectives.

L'année 2020 ne sera cependant, fort heureusement, pas uniquement consacrée à la gestion de la crise épidémique, même si elle nous occupe au quotidien. Au-delà de l'exercice de nos missions courantes et de la poursuite des grands chantiers, l'année 2020 est aussi l'année d'élaboration de la Stratégie scientifique et culturelle 2021-2024 de l'établissement qui succèdera à deux projets scientifiques, culturels et éducatifs. Une nouvelle projection dans l'avenir, construite de manière participative, plus que bienvenue !

Bruno Ricard

Les Archives nationales en quelques chiffres

◇ Effectifs

478 agents au 31 décembre 2019

◇ Crédits de fonctionnement

11,13 millions d'euros

◇ Crédits d'investissement

19 121 665 euros (dont 15 M € gérés par l'OPPIC)

◇ Volume des fonds et collections

370 kilomètres linéaires dont **2,65** kilomètres linéaires supplémentaires en 2019

◇ Archives électroniques

65, 4 To dont **2, 7** To collectés en 2019

◇ Documents numérisés

11 millions

◇ Documents en ligne

7, 8 millions et **23** millions de consultations en 2019

◇ Fréquentation de la salle de lecture

8000 lecteurs différents et **115 000** cartons, dossiers, registres, communiqués

◇ Éducation artistique et culturelle

10 000 scolaires accueillis

◇ Fréquentation totale des Archives nationales par les publics

(salles de lecture, expositions, scolaires, etc.) : **140 000**

◇ Compte Twitter

29 900 abonnés

◇ Compte Facebook

21 000 abonnés



Moyens : ressources humaines, budget, bâtiments, sécurité, informatique

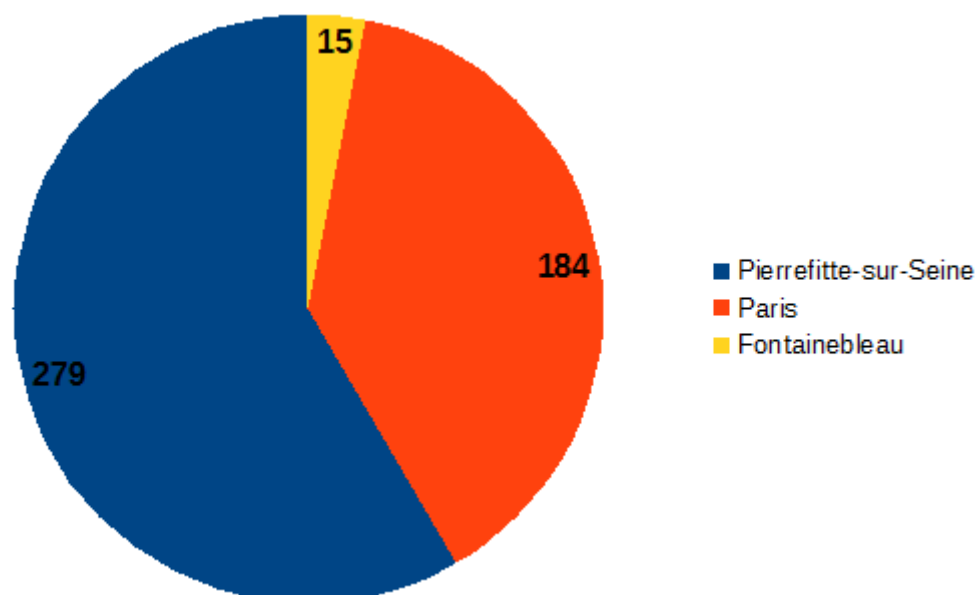
Ressources humaines

Au 31 décembre 2019, les effectifs des Archives nationales s'élevaient à 478 agents représentant 464 ETP, pour une masse salariale de 28 856 184,58 €. De nombreux postes vacants faisaient alors l'objet d'une procédure de recrutement.

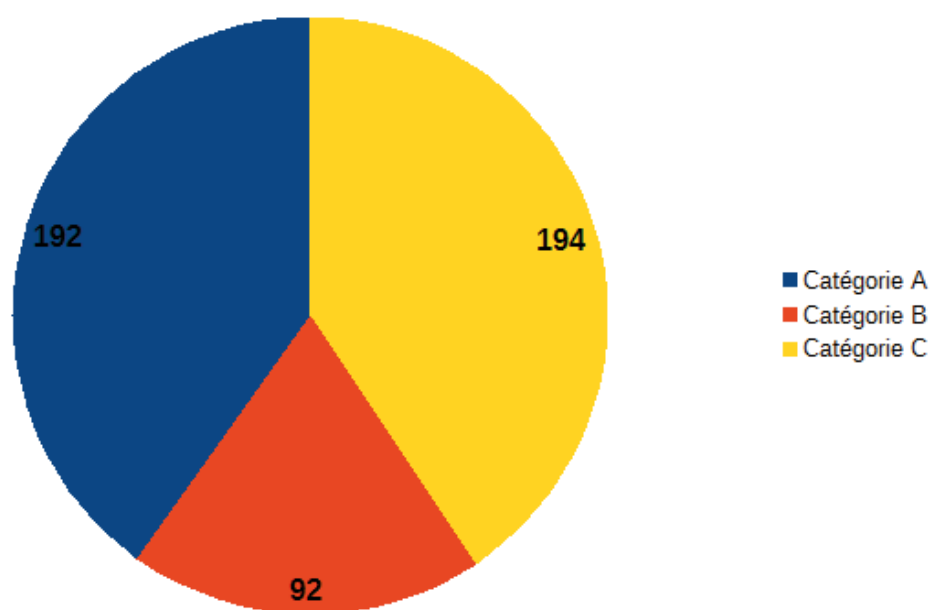
La majorité des effectifs (58 %) est rattachée au site de Pierrefitte-sur-Seine mis en service en 2012.

Les effectifs se répartissent à proportions égales entre les agents de catégorie A et C, respectivement 192 et 194 agents. 92 agents relèvent de la catégorie B. La filière technique représente près de la moitié des effectifs (44 %), la filière scientifique (conservateurs, chargés d'études documentaires et secrétaires de documentation) vient en seconde position (34 %), suivie de la filière administrative (14 %), puis de celle des métiers d'art (7,5 %).

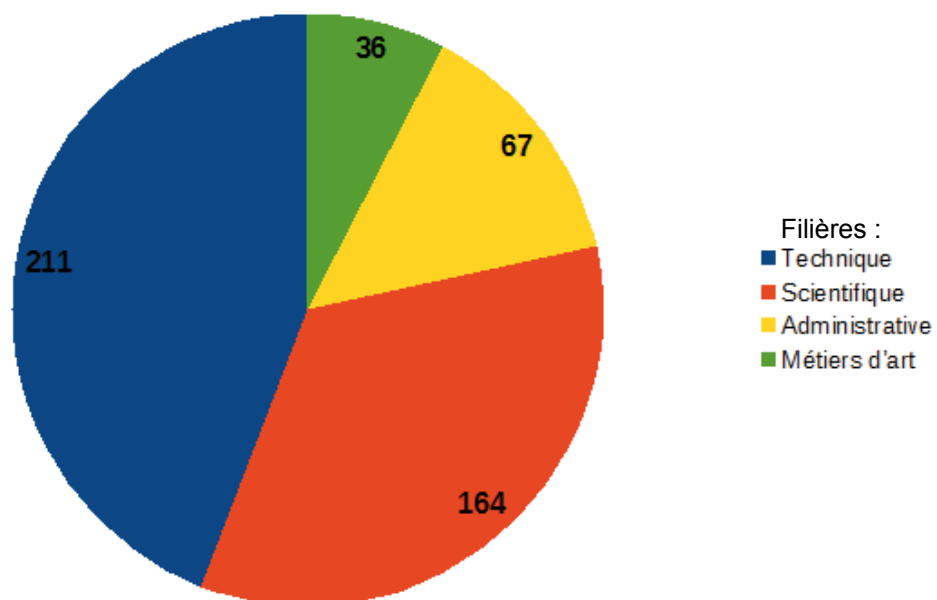
56 recrutements ont eu lieu en 2019, dont 22 lauréats du recrutement sans concours d'agents d'accueil, de surveillance et de magasinage (AASM). Par ailleurs, deux apprentis et 134 stagiaires ont été accueillis.



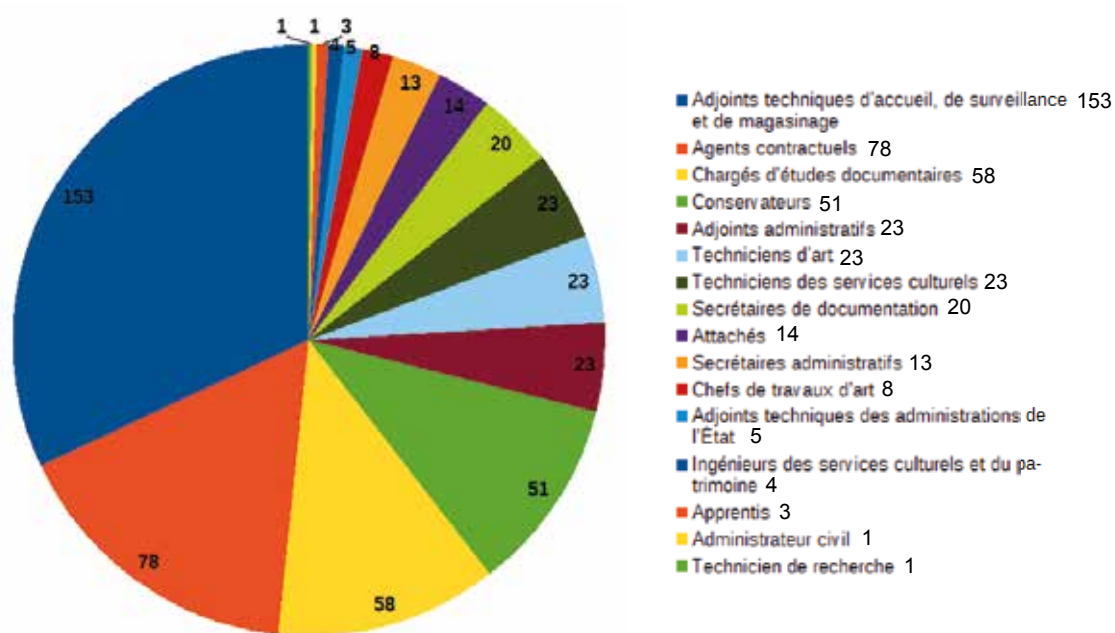
Répartition par site de l'effectif présent (personnes physiques) au 31 décembre 2019



Répartition par catégorie de l'effectif présent (personnes physiques) au 31 décembre 2019



Répartition par filière de l'effectif présent (personnes physiques) au 31 décembre 2019

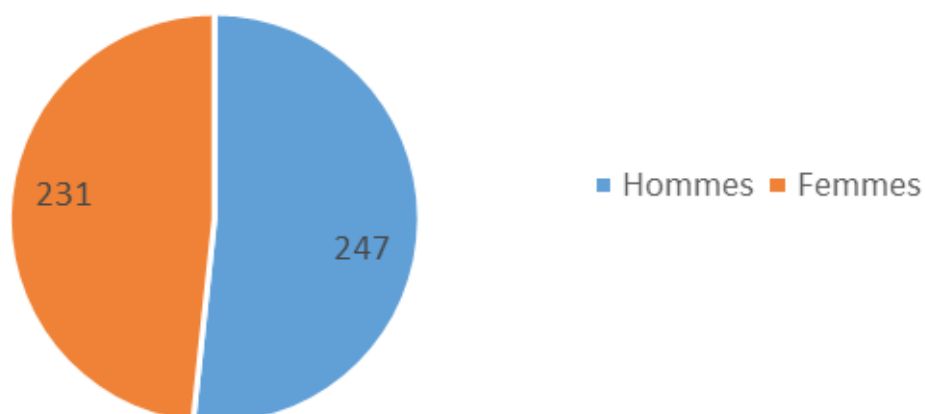


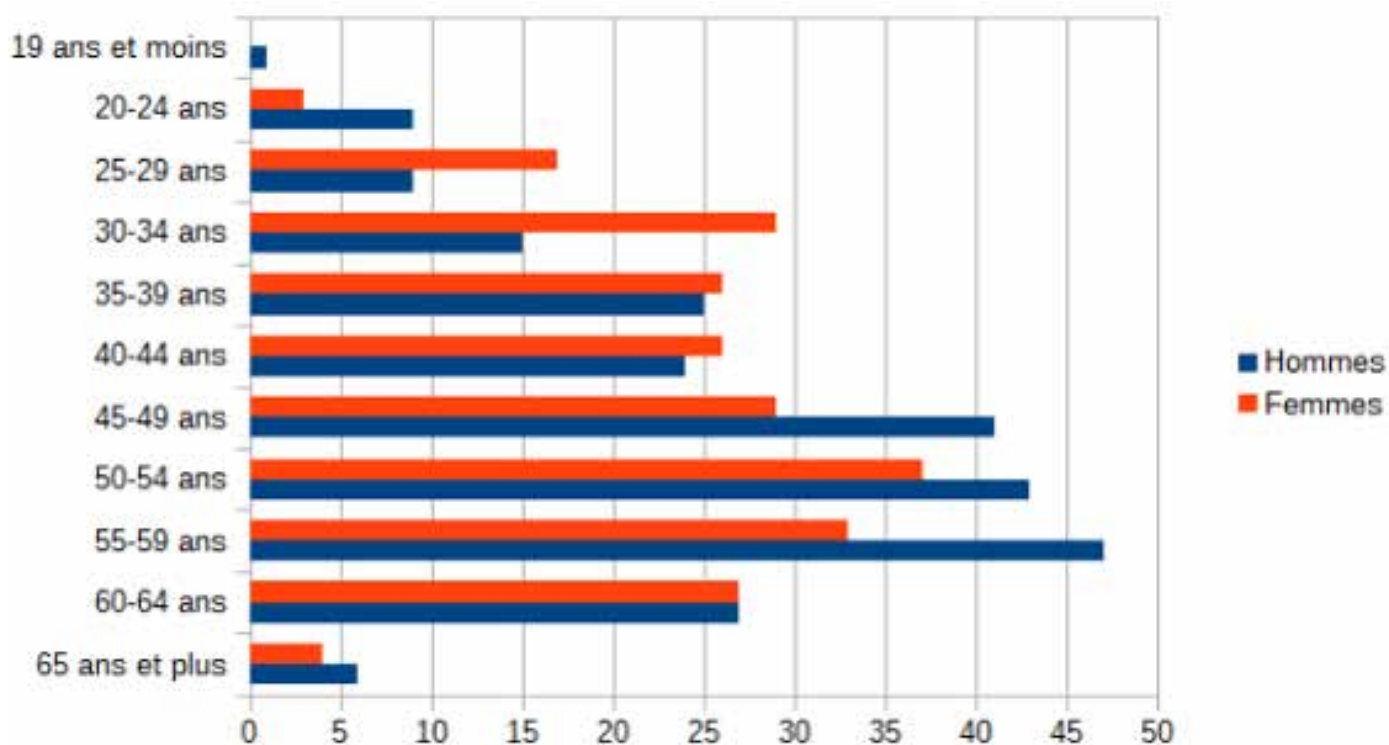
Répartition par corps de l'effectif présent (personnes physiques) au 31 décembre 2019

Répartition par genre des agents

Si la répartition hommes-femmes est globalement équilibrée, la répartition par âge fait ressortir une nette majorité d'hommes pour les tranches d'âge comprises entre 45 ans et 60 ans et inversement une plus forte féminisation pour les tranches d'âge inférieures. On devrait donc observer, à l'avenir, une féminisation progressive des effectifs des Archives nationales.

Répartition hommes/femmes

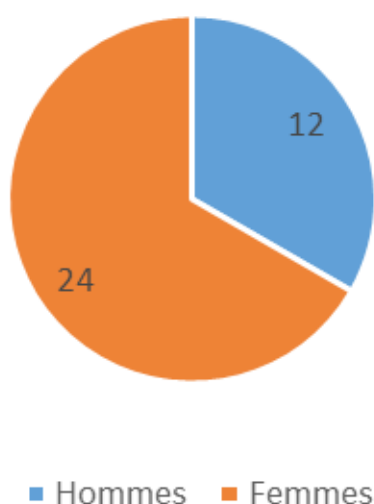




Répartition par âge de l'effectif présent (personnes physiques) au 31 décembre 2019

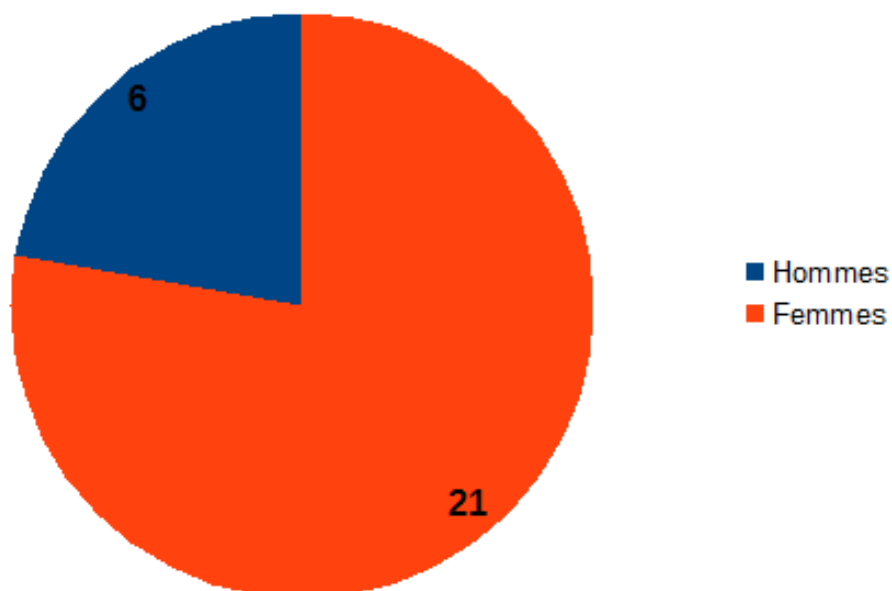
Les femmes sont deux fois plus nombreuses que les hommes à exercer des fonctions d'encadrement supérieur (directeurs, chefs de département, de service, de mission et responsables administratifs et financiers).

Encadrement supérieur - Répartition hommes/femmes

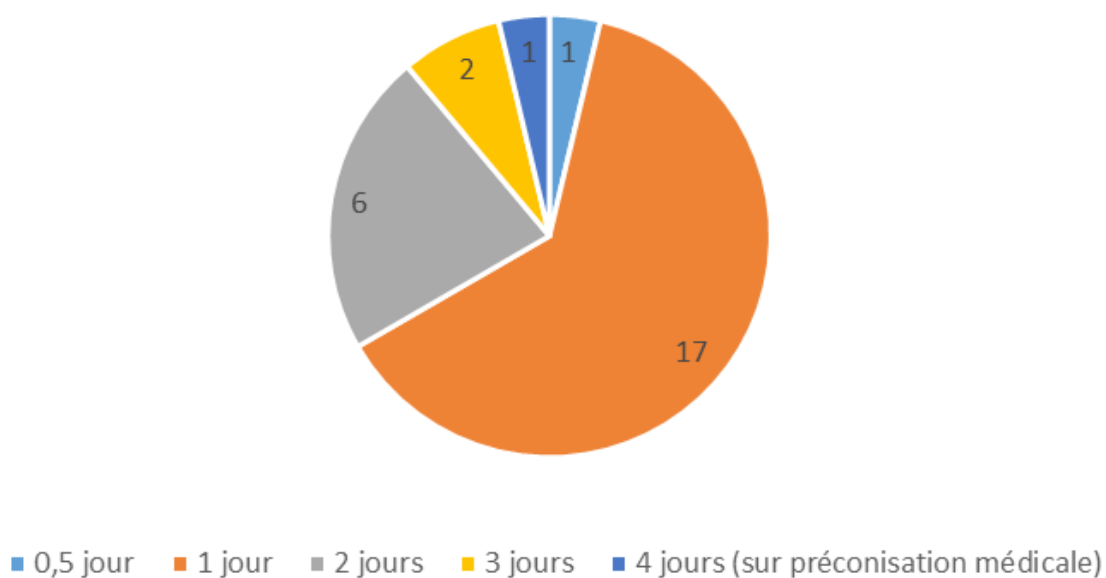


Télétravail

27 agents exercent une partie de leurs missions en télétravail au 31 décembre 2019. Plus des trois quarts des agents en télétravail sont des femmes, la durée de télétravail étant très majoritairement d'une journée par semaine.



Répartition par nombre de jours télétravaillés



Formation

Comme les années précédentes, plus de 300 agents (soit environ 70 % de l'effectif) ont suivi au moins une formation en 2019.

Il s'agit d'un facteur essentiel de maintien et d'évolution des compétences qui participe également activement à la promotion professionnelle des agents. Ainsi, 10 agents ont été lauréats d'examens professionnels au cours de l'année.

Promotions de corps ou de grade

En 2019, 19 agents ont été promus lors des commissions administratives paritaires contre 16 en 2018.

Dialogue social

L'année 2019 est marquée par une nouvelle mandature faisant suite aux élections professionnelles organisées en décembre 2018. Au total, quatre séances du CHSCT ont été organisées (une séance reportée) au cours de l'année, ainsi que six visites de site.

Budget, marchés publics et conventions

Les **crédits notifiés pour 2019** représentent en fonctionnement 11,13 M € d'autorisations d'engagement (AE) et 9,42 M € de crédits de paiement (CP). La totalité des crédits a été consommée. À ces crédits s'ajoutent ceux dédiés à la gestion du sinistre survenu à Fontainebleau, soit 656 000 € d'AE et 1 053 000 € de CP.

En **investissement**, les Archives nationales ont bénéficié de 19 121 665 € de crédits de paiement, dont 15 millions gérés par l'OPPIC (Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture) et 2,2 M € délégués par le Service interministériel des Archives de France (SIAF) pour le programme d'archivage électronique ADAMANT et la numérisation de documents.

Les indicateurs comptables sont très bons et en constante amélioration : le délai global de paiement est de 12 jours en 2019 (contre 13 en 2018 et 17 en 2017) et le taux de factures payées dans les délais est de plus de 95 %. Le taux de demandes d'achat en régularisation est de 7 %, soit sous la barre des 10 % fixée par le ministère de la Culture. Le taux de factures dématérialisées est de 95 % contre 66 % en 2018 et 47 % en 2017. Cette évolution s'explique principalement par l'obligation de dématérialiser les factures pour toutes les entreprises employant plus de 10 salariés, les associations et les organismes publics.

En ce qui concerne les **marchés publics**, l'année 2019 a été marquée par l'entrée en vigueur du code de la commande publique au 1^{er} avril 2019, ce qui a conduit le service juridique à rédiger de nouvelles pièces contractuelles. Au total **20 marchés ont été notifiés en 2019** pour la moitié relevant de la direction administrative et financière, 8 de la direction des Publics et 2 de la direction de l'Appui scientifique. Par ailleurs, **108 conventions ont été signées**.

Mécénat



Les clefs de l'Armoire de fer. © Arch. nat.

Les Archives nationales ont bénéficié en 2019 de 105 000 € de mécénat. Trois opérations méritent particulièrement d'être signalées :

- ♦ le démontage, le transport, le remontage et la restauration du Columbarium des Archives nationales, monumental ensemble mobilier réalisé en 1862 pour conserver les cartes et plans dans les Grands Dépôts. Après les versements de 30 000 € par Artelia et de 30 000 € par la Banque Transatlantique en 2018, 30 000 € supplémentaires ont été versés en 2019 par la Banque Transatlantique clôturant ainsi l'opération de mécénat ;
- ♦ la restauration du mécanisme d'ouverture de l'Armoire de fer et la réalisation d'un coffret pour y conserver les clés, ainsi que la restauration à venir du salon Oppenord situé à l'hôtel d'Assy ont bénéficié d'un mécénat de Lazard Frères Gestion par l'intermédiaire de la fondation pour la sauvegarde de l'Art français pour un montant global de 47 000 € ;
- ♦ l'exposition *Quand les artistes dessinaient les cartes. Vues et figures de l'espace français, Moyen Âge et Renaissance* (25 septembre 2019-6 janvier 2020) a bénéficié d'un mécénat de 28 000 € de la fondation d'entreprise AG2R La Mondiale pour la vitalité artistique qui a plus précisément soutenu la restauration des cartes exposées et la réalisation du catalogue.

Les projets pour 2020 portent sur un mécénat pour la restauration des salons du premier étage de l'hôtel de Rohan avec leurs décors et du Cabinet des singes.

Bâtiments

Site de Paris

Les Archives nationales ont fait l'objet, tant à Paris qu'à Pierrefitte-sur-Seine, de nombreux travaux.

Les travaux effectués sur le site de Paris sont réalisés pour partie sous maîtrise d'ouvrage des Archives nationales (crédits « monuments historiques »), pour partie par l'OPPIC dans le cadre plus large des opérations conduites sur le quadrilatère des Archives liées au projet Camus visant à installer une partie des services de l'administration centrale du ministère de la Culture sur le site, en cohérence avec le schéma directeur du site parisien des Archives nationales qui comporte différentes phases étalées sur une dizaine d'années.

La phase initiale du schéma directeur intègre notamment un programme de travaux d'urgence liés aux toitures du Caran (Centre d'accueil et de recherche des Archives nationales) et du petit Caran, l'adaptation d'une partie des voiries et réseaux liés à l'exploitation partagée future du site et des études de maîtrise d'œuvre relatives à une première tranche de rénovation de magasins d'archives, prioritairement ceux dits « Guerre » et « Affaires étrangères » qui offrent une capacité de stockage de 10 kilomètres linéaires.

L'OPPIC a ainsi engagé en 2019 la réfection de la toiture du Caran et du petit Caran et des ouvrages de climatisation en toiture, le ravalement sur cour de l'hôtel de Soubise et de la partie des magasins Louis-Philippe en continuité du dépôt Soubise, travaux de clos et de couvert comprenant le changement ou la restauration de l'ensemble des fenêtres, et enfin le ravalement des hôtels d'Assy (façade sur jardin et sur rue et couverture du salon Oppenord) et de Breteuil (ensemble des façades).

Les études ont également été lancées sur la phase 1 du schéma directeur : magasins Guerre/Affaires étrangères (locaux de conservation) et bâtiment Quatre-Fils/Boisgelin (espaces de traitement et de stockage temporaire en vue de la reprise de la collecte des minutes notariales).

Plusieurs travaux d'aménagement ont été réalisés en accompagnement de ces opérations.



Hôtel de Rohan sur cour pendant travaux © Arch. nat.

Dans le cadre des travaux de couverture du Caran menés par l'OPPIC, une salle de lecture provisoire a été installée au premier étage du petit Caran et la salle provisoire des microfilms au rez-de-chaussée du Caran, dans la salle d'Albâtre.

Afin de pouvoir accueillir les archives du Minutier central des notaires, les magasins des deuxième et troisième étages du dépôt Louis-Philippe ont été remis à niveau, ainsi que l'ascenseur et la cage d'escalier. Le montant total de cette opération est de près de 1,8 M €.

Parallèlement, dans l'attente de l'aménagement du Petit Caran qui les abritera à terme, les équipes du Minutier Central des notaires, précédemment installées dans la partie orientale du quadrilatère aujourd'hui en zone Camus, ont été installées dans un bâtiment provisoire construit dans la cour des Grands Dépôts.

Pour permettre l'installation d'une partie des effectifs du département du Moyen Âge et de l'Ancien Régime à proximité des magasins d'archives, de nouvelles salles de tri et des bureaux ont été aménagés dans les combles du bâtiment Soubise, pour un montant de 327 000 €.

Le réaménagement de la grande réserve de la logistique en vestiaires pour les agents du service de la logistique a été réalisé pour un montant d'un peu moins de 75 000 €.

Différents travaux ont été réalisés en 2019 au titre des « monuments historiques » qui font l'objet d'une enveloppe budgétaire de 300 000 €, notamment le ravalement de la façade en pans de bois donnant sur la cour de Clisson avec la mise en place des vitraux, le remplacement des bois abîmés et la remise aux normes des garde-corps.



Travaux de couverture du Caran - arrivée des centrales de traitement d'air. © Arch. nat.



© Arch. nat.

Site de Pierrefitte-sur-Seine

En ce qui concerne le site de Pierrefitte-sur-Seine, outre les travaux courants portant sur le réaménagement du cinquième étage pour un montant de 50 000 € et l'isolation phonique du cabinet médical pour un montant de 10 000 €, l'année 2019 a été surtout marquée par l'aménagement de la partie dite du « différé », la définition du pré-programme de l'extension du site et le projet de construction du restaurant administratif.

L'aménagement du « différé »

Lors de sa mise en service, le bâtiment n'a pas été intégralement aménagé en raison de contraintes budgétaires. Cet aménagement « différé » porte sur 14 000 m² et une capacité de conservation de 108 kilomètres linéaires répartis en 54 magasins d'archives.

Au cours de ce chantier, une partie des flocages garantissant le degré coupe-feu réglementaire des murs et des plafonds, réalisés selon une technique humide, a été affectée à l'été 2018 par une contamination de moisissures. Celle-ci a été le résultat de la conjonction de trois facteurs : une humidité très élevée due au chantier, une température ambiante

élevée et une absence de ventilation dans un espace clos.

Après expertise, la décision a été prise d'assécher les locaux et de désinfecter les flocages atteints. Par ailleurs, un laboratoire a effectué des prélèvements d'air réguliers pour s'assurer du respect des conditions climatiques dans les magasins (taux d'humidité relative inférieur à 65 % pour une température de 25° C ou en-deça).

Les valeurs climatiques observées dans le différé se sont avérées conformes aux normes et stables au cours de l'année 2019. Au regard des dispositifs de régulation climatique et de maintenance technique, il est apparu en fin d'année 2019 que ces nouveaux locaux ne présentaient pas de risque pour les fonds d'archives qui y seront conservés et qu'une réception de cette partie du bâtiment pouvait être décidée.

Le projet de construction d'un restaurant administratif

Lors de la conception du bâtiment de Pierrefitte-sur-Seine, l'aménagement d'un restaurant administratif n'avait pas été prévu. Or, au regard du nombre d'agents présents sur le site et de la faiblesse d'offre de restauration à proximité, cette solution a finalement été retenue pour une prestation à hauteur de 80 couverts (soit un potentiel de 160 repas en deux services).

Cette opération est portée dans le cadre de la convention-cadre avec l'OPPIC qui a engagé en 2019 une procédure d'appel d'offre et procédé à différents sondages et études techniques.

Le permis de construire a été accordé le 15 janvier 2020. L'analyse des offres, intervenue au printemps 2020, a conduit à rendre la procédure infructueuse. Elle sera relancée dans le courant de l'année.

La définition du programme pour l'extension du site

Les magasins de conservation du site de Pierrefitte-sur-Seine seront saturés vers 2024-2025. Ils ont une capacité totale de 375 kilomètres linéaires (kml), dont 108 installés en 2019 avec l'équipement du « différé ». La rapidité de saturation tient à la fermeture du site de Fontainebleau, décidée en 2016, et au transfert consécutif des archives qui y sont conservées vers le site pierrefittois, à la quasi-saturation du site de Paris et à la collecte chaque année par les Archives nationales d'environ 5 kml d'archives définitives.

Une réserve foncière de 5000 m², située au nord de la parcelle et adjacente au bâtiment actuel, a été constituée dès l'origine pour répondre aux besoins futurs de stockage.



Vue aérienne du site

Les besoins de capacité supplémentaire de stockage sont évalués à 100 kml minimum à l'horizon 2024-2025. Une mission a été confiée par l'OPPIC au cabinet Florès pour réaliser une étude de faisabilité et définir dans un pré-programme d'objectifs.

Sécurité-sûreté

L'année 2019 a été marquée par le départ du site Pierrefitte-sur-Seine du détachement de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris (BSPP) en septembre 2019 et l'arrivée du nouveau prestataire en sécurité incendie, SNGST-OCTOPUS.

Les principaux éléments d'activité sur le site Pierrefitte-sur-Seine ont été l'intervention en janvier de la BSPP pour une intoxication au monoxyde de carbone de cinq ouvriers dans cadre des travaux du « différé » et l'organisation de deux exercices : un exercice « PSU » (plan de sauvegarde et d'urgence) avec le département de la Conservation et un exercice réalisé avec la BSPP ayant pour thème « feu de terrasse dans un immeuble de grande hauteur » en juin 2019.

Pour le site de Paris, les travaux au titre des monuments historiques dans l'hôtel de Rohan pour l'installation des décors de la Chancellerie d'Orléans et le projet CAMUS ont entraîné un travail important avec l'OPPIC et les maîtres-d'œuvre. Ainsi, 519 permis de feu ont été réalisés conjointement avec les entreprises (545 au total avec ceux délivrés sur le site de Pierrefitte-sur-Seine).

Système d'information (SI)

Schéma directeur du système d'information des Archives nationales

Une réflexion globale sur les perspectives d'évolution de leur système d'information a conduit les Archives nationales à établir un bilan de l'existant et à vérifier les besoins couverts et non couverts aujourd'hui par le SI, pour mettre ainsi en lumière les évolutions technologiques et/ou métier à développer dans les prochaines années.

L'élaboration du schéma directeur permet, d'une part, de mesurer les impacts de cette transformation du SI, en termes de charge de travail, d'infrastructures et d'architecture applicative, et, d'autre part, de prioriser les différents chantiers identifiés et d'établir une trajectoire pour les trois ans à venir.

Les objectifs sont les suivants :

- ◇ poursuivre la transformation du système d'information archivistique (SIA) des Archives nationales conçu et mis en service il y a tout juste 10 ans ;
- ◇ tracer une feuille de route pour la période 2021-2023 ;
- ◇ aligner les projets sur la stratégie globale de l'institution ;
- ◇ arbitrer, prioriser et planifier les projets en fonction des capacités et des moyens ;
- ◇ concentrer les efforts sur les chantiers à forte valeur ajoutée pour les directions métiers et s'adapter efficacement au contexte et aux aléas ;
- ◇ améliorer la programmation budgétaire et optimiser les investissements.

Huit ateliers ont été menés en 2019 avec les départements des quatre directions et ont permis d'identifier 76 projets répondant à des besoins métiers. En fonction de la valeur métier, de la priorité et de l'évaluation de la charge de ces chantiers, un programme de travail sur les trois prochaines années a été établi.

Statut des 76 projets inscrits au portefeuille de projet à fin 2019



Évolutions du système d'information archivistique (SIA)

Cinq nouvelles versions du SIA ont été mises en service en 2019. Les fonctionnalités livrées tout au long de l'année ont principalement porté sur le développement d'un module permettant d'assurer le suivi et la traçabilité des opérations de déménagement et sur l'enrichissement des modules documentaires de description archivistique et, en particulier, la réalisation de nouvelles fonctionnalités d'import en masse des notices de producteurs.

En 2019, **5 nouvelles versions** du SIA ont été mises en service et ont nécessité près de **450 jours de développements**.
En 2019, **7 sessions** de formations au SIA ont été organisées et **46 agents** ont été formés.

Assistance aux utilisateurs

- ◇ Plus de 160 interventions par mois, soit près de 2 000 réalisées dans l'année ;
- ◇ Plus de 100 déménagements de postes ;
- ◇ Plus de 90 postes informatiques installés ou remplacés.

Projets hors SIA

Outil de réservation de place pour la salle de lecture provisoire du site de Paris

Dans le cadre des travaux sur la toiture du Caran, la salle de lecture de Paris a été fermée du 17 juin au 31 octobre 2019. Durant cette période, une salle de lecture provisoire a été aménagée. Sa capacité d'accueil étant limitée à une quarantaine de personnes, un outil de réservation de place a été mis en ligne afin de garantir aux usagers un espace de consultation disponible.

Plus de 2 400 réservations ont été enregistrées pendant cette période et l'application mise en ligne a permis de réguler l'affluence du public et d'assurer la continuité du service.

Déploiement du nouvel outil de messagerie Outlook

Afin de moderniser les outils de travail et d'harmoniser le système de messagerie/agenda, le ministère de la Culture a décidé de déployer la messagerie Outlook 2016 sur tous les postes des agents.

Cette migration a permis de multiplier par 4 la taille des boîtes de messagerie (de 500 Mo à 2 Go), de doter les agents d'un même outil pour la messagerie et l'agenda et de faciliter les échanges avec les interlocuteurs extérieurs nombreux à utiliser cet outil.

La nouvelle messagerie Outlook a été déployée sur plus de **500** postes informatiques et près de **600** boîtes de messagerie ont été migrées.

Remplacement des équipements de téléphonie fixe

Dans le cadre de la rénovation des solutions de téléphonie devenues obsolètes sur les deux sites, un remplacement des équipements a été engagé en 2019.

Au-delà de la modernisation des installations, l'enjeu était double : mettre en œuvre une solution unique pour les deux sites, afin de bénéficier d'une gestion centralisée des serveurs, et rationaliser l'utilisation du câblage des bâtiments et des équipements réseau en mutualisant l'infrastructure afin de transporter la « voix » et les « data » sur le même réseau.

À Paris, plus de 160 postes téléphoniques ont déjà été remplacés dans les bureaux et tous les postes des magasins (plus d'une centaine) ont été raccordés sur la nouvelle solution.

Le projet sera mené à son terme en 2020 avec le remplacement de près de 600 postes téléphoniques à Pierrefitte-sur-Seine.

Changement d'opérateur de téléphonie mobile

La téléphonie mobile des Archives nationales était jusqu'en septembre 2019 attribuée à l'opérateur Orange. Dans le cadre de la mutualisation des achats de l'État, un nouvel accord cadre a été signé par la direction des achats de l'État en mai 2019 avec l'opérateur Bouygues Télécom.

La flotte mobile des Archives nationales, composée de 87 lignes, a migré vers le nouvel opérateur en septembre 2019.

Grands chantiers transverses

Préparation de la fermeture du site de Fontainebleau

Au cours de l'année 2019, une part de l'activité du site de Fontainebleau a été consacrée au suivi de l'état des bâtiments confrontés à des infiltrations d'eau dans les Unités 1 et 2. Dans ce contexte, il a été décidé d'éloigner les fonds situés à proximité de potentielles fuites d'eau.

Initialement prévu en mars, puis en septembre 2019, le déménagement des fonds a été repoussé au premier trimestre 2020 en raison des retards de livraison du « différé » de Pierrefitte-sur-Seine, puis au second trimestre en raison de la crise épidémique (début du déménagement le 2 juin). Quelques transferts de fonds ont toutefois pu être réalisés, quand le site de destination était Paris ou des magasins de Pierrefitte-sur-Seine hors « différé » : fonds audiovisuels de la bandothèque en mai 2019 (266 ml), fonds du Conseil international des Archives (192 ml), « hors formats » d'archives d'architectes (350 ml) en décembre 2019.

Les éliminations réglementaires de versements d'archives intermédiaires ont par ailleurs été poursuivies sur le site de Fontainebleau (198 ml).

Les fonds identifiés lors du bilan sanitaire comme devant être dépoussiérés, reconditionnés et, pour certains, décontaminés, ont été extraits et envoyés chez un prestataire spécialisé. Ont ainsi été extraits des fonds de dossiers de naturalisation (795 ml), qui ont fait l'objet d'un dépoussiérage et d'un reconditionnement ; des dossiers de carrière du ministère de l'Agriculture (33 ml) et des registres de l'Établissement national des invalides de la marine (55 ml) vont être décontaminés par rayons gamma, puis dépoussiérés et reconditionnés.

Les budgets et bilans financiers des comptes publics des administrations départementales (sous-série F/5) et communales (sous-série F/6), soit 1033 ml, produits par la direction de la Comptabilité et les bureaux de l'administration générale du ministère de l'Intérieur depuis la Révolution jusqu'à la première décennie du ^{xx}e siècle, ont également fait l'objet d'un important chantier de récolement, de préparation matérielle et de conditionnement, de rédaction des instruments de recherche afférents et de création des cotes dans le système d'information archivistique (SIA). Ces fonds ont été pris en charge par le prestataire sélectionné en décembre 2019. Après traitement, ils rejoindront directement le site de Pierrefitte-sur-Seine en 2021 pour être de nouveau communiqués au public.

Enfin les fonds conservés dans le bâtiment amianté dit « Peigne » ont fait l'objet d'études afin de déterminer leur sort. L'étude se poursuit en 2020.

Projet d'archivage électronique ADAMANT

Le projet ADAMANT



Lancé en 2015, ADAMANT est un projet de transition qui s'inscrit dans les axes numériques du projet scientifique, culturel et éducatif (PSCE) des Archives nationales (2017-2020). Face à l'essor du numérique dans les pratiques professionnelles, il doit permettre d'assurer la continuité du service public porté par les Archives nationales, en industrialisant la conservation et la consultation des données numériques versées par les administrations centrales et les opérateurs de l'État. Il a pour objectif d'adapter les outils, les procédures et l'organisation de la chaîne d'archivage depuis le versement des données jusqu'à leur diffusion, en partenariat avec le Service interministériel des Archives de France et les services d'archives ministériels. Il est porté par les Archives nationales en lien étroit avec la sous-direction des systèmes d'information du ministère de la Culture.

Le projet ADAMANT fait partie du programme interministériel VITAM. L'objectif opérationnel est de développer un module d'archivage électronique, qui s'appuie sur le logiciel VITAM et soit intégré au système d'information archivistique (SIA) des Archives nationales. La première version de la plateforme d'archivage numérique a été mise en service le 29 novembre 2018, sur un périmètre fonctionnel restreint à l'usage des archivistes et orienté vers la collecte des archives numériques, principalement bureautiques.

Les développements effectués en 2019

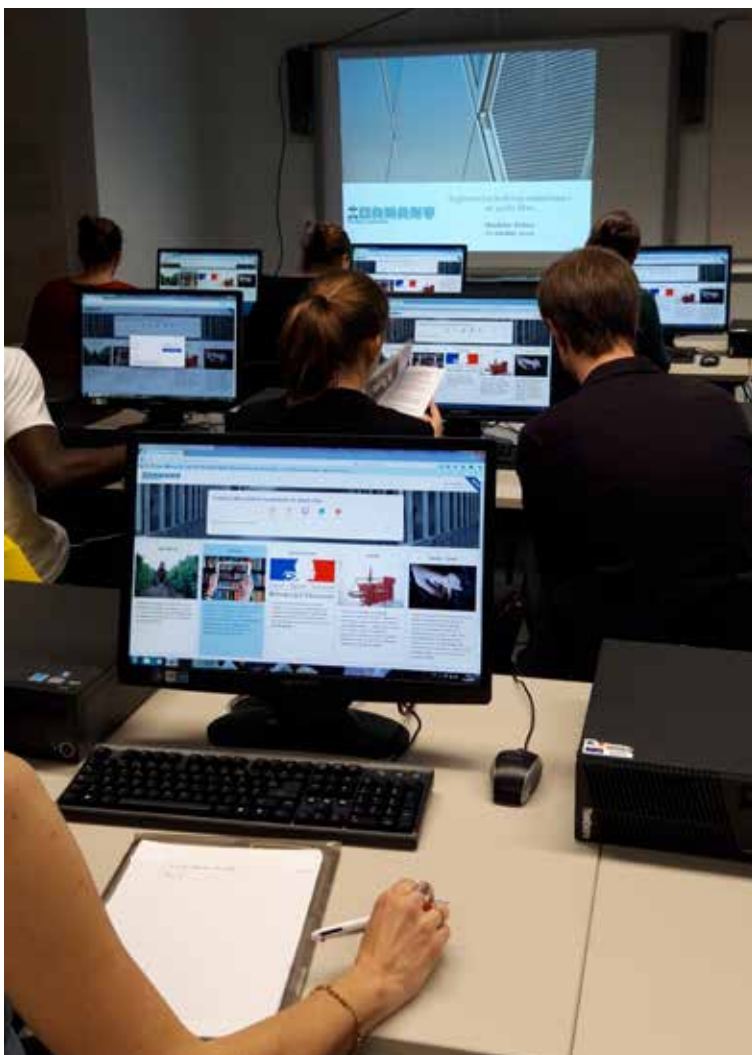
En 2019, de nouvelles fonctionnalités ont été ajoutées, notamment la gestion des communications d'archives à l'usage des services d'origine, la mise à disposition d'un outil pour faciliter les échanges lors du processus de versement, ou encore la possibilité d'administrer les référentiels de règles de gestion des archives. Les messageries, les bases de données, ainsi que des versements de volume plus important (jusqu'à 10 Go) peuvent maintenant être pris en charge.

L'année 2019 a également été consacrée au développement de deux modules qui seront mis en service courant 2020.

Le premier d'entre eux est un prototype destiné à la consultation par tous d'archives nativement numériques sur Internet. Le contenu des archives sélectionnées comme librement communicables et diffusables, ainsi que leurs métadonnées de description, seront offerts à la recherche. L'internaute aura ainsi la possibilité de les lire, de les télécharger ou encore de les partager *via* les réseaux sociaux. Cet outil a été conçu dans une démarche participative : les Archives nationales ont en effet associé à sa conception une douzaine de personnes extérieures, qui ont pu exprimer leurs besoins en tant qu'utilisateurs (étudiants, journalistes, chercheurs).

Le second outil développé est technique. Il est destiné à gérer l'arrivée d'ensembles massifs d'archives produits selon un modèle standardisé. Il servira à prendre en charge des opérations récurrentes d'archivage depuis des applications externes. La première application qui en bénéficiera pour son archivage sera *Solon*, l'application des services du Premier ministre dédiée à la production des textes législatifs et réglementaires.

Ces travaux ont été complétés par des actions de conduite du changement effectuées par l'équipe projet à destination des utilisateurs archivistes : démonstration des développements, séances de prise en main des fonctionnalités nouvelles, groupes de travail pour approfondir certains besoins, réunions de présentation générale pour l'ensemble des agents des Archives nationales et du Service interministériel des Archives de France.



Les travaux relatifs aux infrastructures

La sécurisation de la conservation des archives nativement numériques avait conduit au choix de doubler les infrastructures d'hébergement sur deux sites distants : le *datacenter* des Douanes à Osny, qui est le site habituel de la SDSI du ministère de la Culture, et le *datacenter* du ministère de la Justice à Nantes.

Sur le site d'Osny, l'objectif 2019 était de changer de technologie de stockage, pour passer d'une offre de stockage en « système de fichiers » à une offre de « stockage objet », plus conforme à la gestion de gros volumes de fichiers, nos archives nativement numériques relevant à court terme du *big data* (la reprise des données concerne déjà 1,8 milliard de fichiers). Différents aléas ont conduit à reporter ce changement en 2020.

En ce qui concerne le site de Nantes, les installations d'équipements ont été terminées et les matériels ont été testés. Les procédures ont été mises en œuvre afin d'effectuer les premiers tests de migration d'offres entre Osny et Nantes, ainsi que des tests d'écriture en parallèle sur les deux sites distants. Ces tests ont conduit à reporter la mise en service du site de Nantes. Il faut souligner que le projet ADAMANT est le premier du programme VITAM à expérimenter ces procédures dans le cadre d'une architecture technique complexe, et donc le premier à affronter les difficultés qui surviennent – et qui seront ainsi résolues pour les projets suivants...

Le chantier de reprise des données

Le chantier a permis la préparation des données et de leurs métadonnées en vue de les identifier dans leur totalité, de les rendre accessibles et de réfléchir plus spécifiquement aux modalités de reprise des données des enquêtes statistiques.

Réunir les archives à migrer

Le patrimoine numérique des Archives nationales, dont la constitution remonte aux années 1980, compte aujourd'hui plus d'1,8 milliard de fichiers, soit 60 To de données. Les fichiers originaux sont conservés sur des bandes magnétiques de type LTO et sur divers serveurs. Une première étape, réalisée en 2019, a consisté à transférer et réunir l'ensemble des archives sur un unique serveur dédié, installé sur le site de Pierrefitte-sur-Seine. Les données qui étaient conservées dans des fichiers « encapsulés » sur les bandes LTO en ont été extraites pour être plus facilement accessibles. Un chantier complémentaire a également été mené sur un ensemble d'enquêtes statistiques, essentiellement de l'INSEE et de l'INED, qui n'avaient pas encore été traitées pour l'archivage. Un état précis de leur situation a été dressé, permettant de prévoir soit la finalisation de leur traitement de pérennisation, soit la projection d'un travail plus fin à mener en concertation avec les producteurs.

Réunir et cartographier les métadonnées

Les métadonnées qui décrivent les archives numériques sont réparties entre plusieurs sources : une dizaine de bases sous CINDOC, plusieurs tableurs, le SIA. Une cartographie d'ensemble a été réalisée, matérialisée par un tableur unique, afin de réunir ces informations éparses, de les vérifier, de les corriger et de les enrichir quand c'était nécessaire. En complément, la numérisation de la documentation papier associée aux enquêtes statistiques s'est poursuivie avec l'exécution de deux lots supplémentaires. Fin 2019, 80 % de cet ensemble sont maintenant accessibles sous forme numérique.

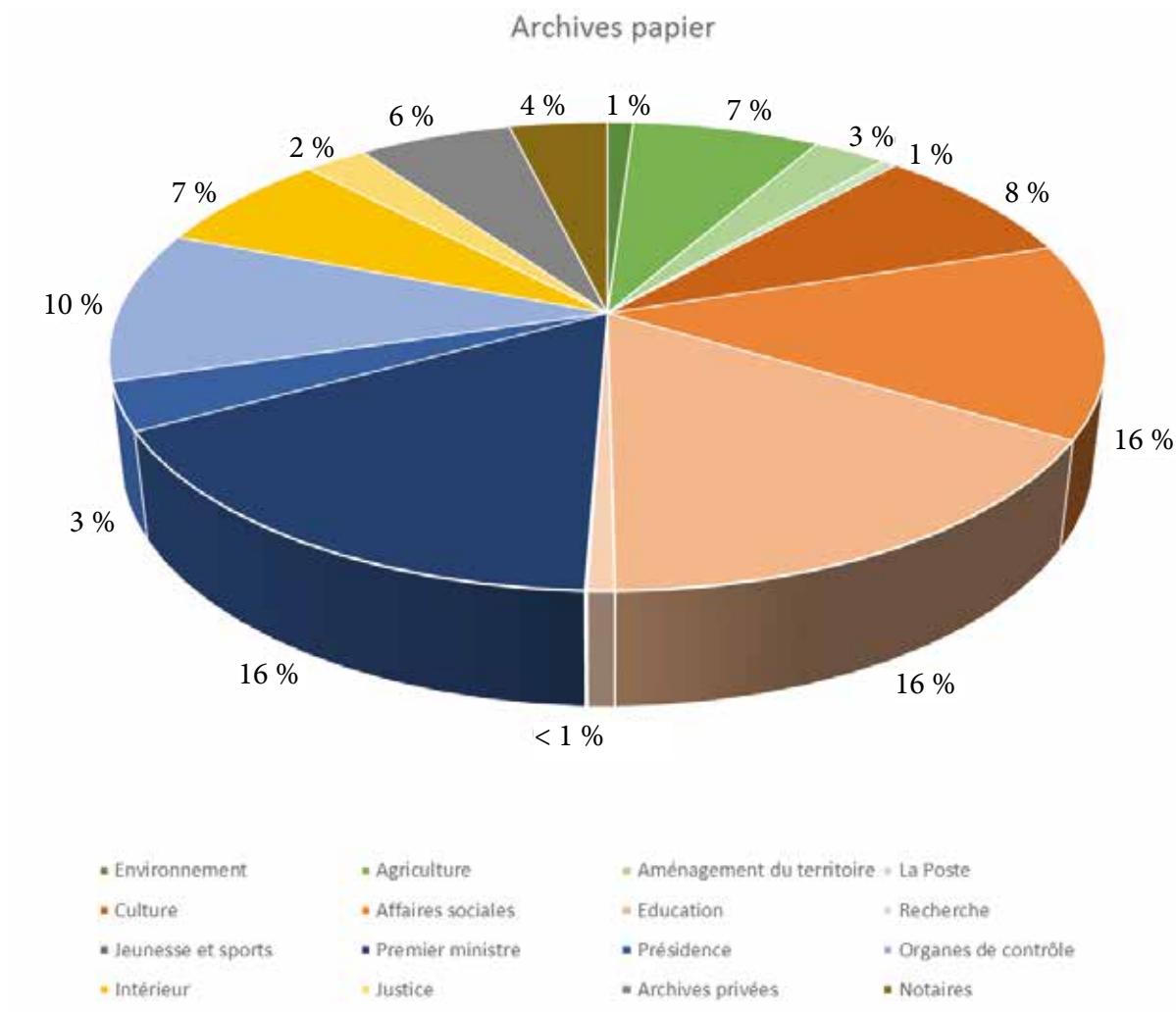
Créer un profil de données pour faire la migration des enquêtes statistiques

Les enquêtes statistiques produites par l'INSEE, l'INED, le ministère de l'Agriculture et l'ancien ministère des Transports ont en commun de reposer sur un même modèle des données : celles-ci sont stockées dans des fichiers à plat, les métadonnées de représentation dans les bases CINDOC, et la documentation associée sera bientôt entièrement numérisée. Grâce à une assistance à maîtrise d'ouvrage menée par la société Mintika, un profil d'archivage commun aux 135 enquêtes a été construit, étape préalable à la constitution automatique des « paquets d'archives » (ou SIP) qui seront ingérables par la nouvelle plateforme ADAMANT, dans le courant de l'année 2020. Cette opération sera la première de la reprise des données anciennement versées aux Archives nationales.

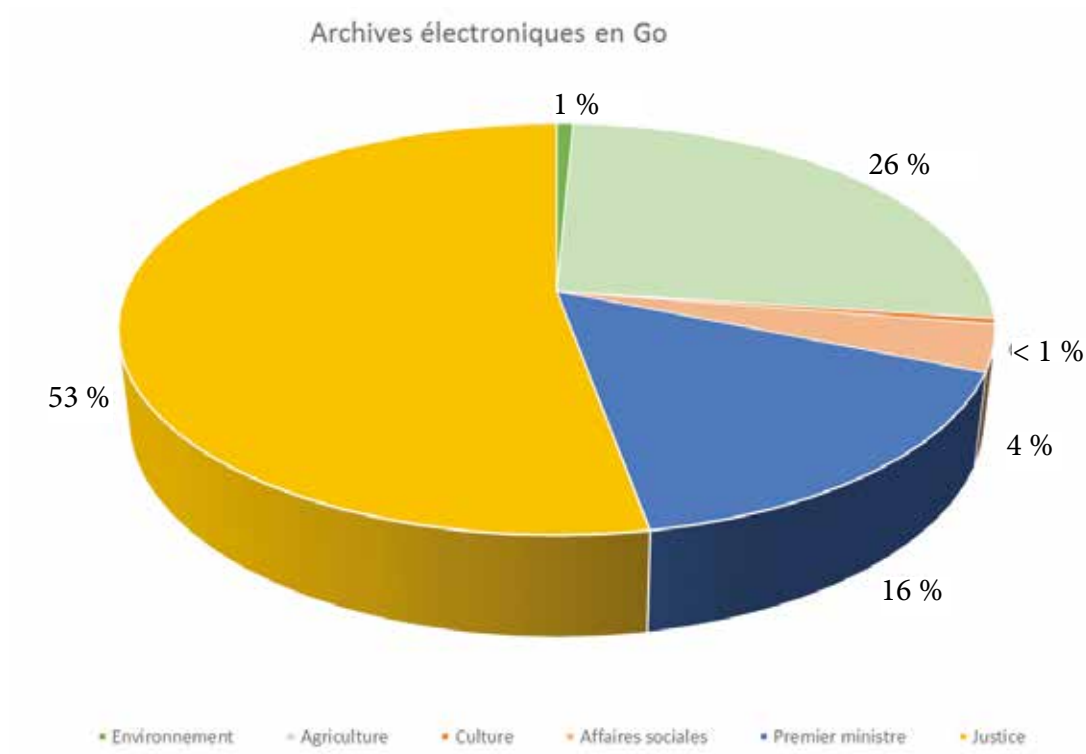
Enrichissement des fonds et traitement intellectuel

Collecte

Entrées papier par producteur



Entrées nativement numériques par producteur (hors photothèque de la présidence de la République)



En 2019, ce sont plus de **2,6 kilomètres linéaires** de documents sur support traditionnel (papier, photographies ou calques), dont 2,3 kml d'archives publiques et 0,3 kml d'archives privées, et **2,7 To** de documents électroniques ou audio-visuels qui sont entrés par la voie ordinaire des versements en provenance de la présidence de la République, des ministères et des opérateurs nationaux ou, en ce qui concerne les archives d'origine privée, par dons, achats ou dépôts.

Quelques entrées remarquables de l'année 2019

- ◇ Un complément aux archives présidentielles de François Mitterrand, confié par l'Institut François Mitterrand (Paris et Jarnac), provenant notamment du secrétariat particulier du Président, des secrétaires généraux de la présidence de la République, de Gilles Ménage, de Michel Charasse et de Jean Kahn ;
- ◇ La photothèque de la présidence Hollande (2,4 To, soit 451 269 photographies numériques) ;
- ◇ Les dossiers individuels de la direction de la Surveillance du territoire concernant la Seconde Guerre mondiale et la période de l'épuration (3000 nouveaux dossiers individuels ouverts entre 1945 et 1948) ;
- ◇ Le versement par la sous-direction de l'Accès à la nationalité française (SDANF) des décrets de naturalisation de la période 1931-1947 ;
- ◇ Une partie des messageries électroniques du ministre de la Justice Jean-Jacques Urvoas et de son cabinet, constituant ainsi les premières messageries entrées dans la plate-forme d'archivage électronique ;
- ◇ Deux versements de l'Inspection générale des affaires sociales. Le premier rassemble les documents liés à la mission portant sur la situation des enfants réunionnais transférés en métropole dans les années 1960-1970 pour y être placés en établissements ou en familles d'accueil (les « enfants de la Creuse »). Le second porte sur la mission « Transfusion sanguine et SIDA en 1985 » créée en 1991 afin d'établir « la réalité et la chronologie des faits et des décisions prises à cette période dans le domaine de la transfusion sanguine pour ce qui concerne les hémophiles » alors qu'éclate le scandale du sang contaminé ;
- ◇ La Poste a versé 2751 plans et 173 nomenclatures concernant la construction de wagons utilisés par l'administration des postes pour l'acheminement du courrier pour la période comprise entre 1921 et 1983 ;
- ◇ Le don, par ses enfants, des archives de Françoise Dolto ;
- ◇ Au titre des minutes de notaires : les testaments Jean-Martin Charcot, professeur à la faculté de médecine de Paris (1893), d'Ahmad Qadjar, ancien shah de Perse (1930), de Paul Doumer, président de la République française (1932), du comte Moïse de Camondo, président des Amis du Louvre et de l'Union centrale des arts décoratifs (1935), du commandant Jean-Baptiste Charcot, docteur en médecine (1936) ; les inventaires après décès d'Isaac de Camondo, banquier (1911), et l'aviateur Jean Mermoz (1937).



Rencontre de François Hollande et Angela Merkel à Hanovre (Allemagne) le 19 avril 2018.
Arch. nat., 009918_20180419_3044_16304_1630410050. © Photographie François Lafite, présidence de la République

Traitement intellectuel

Les opérations de traitement intellectuel des fonds ont porté, pour les fonds publics du Moyen Âge et de l'Ancien Régime, sur la reprise d'inventaires et de répertoires anciens, rédigés à l'époque même du fonctionnement des anciennes institutions monarchiques. Ainsi, les tables du conseiller Le Nain, établies à la fin du ^{xvii}^e siècle, qui constituent un outil d'accès exceptionnel pour les archives du Parlement de Paris, ont été numérisées et mises en ligne dans la salle des inventaires virtuelle. De la même manière, priorité a été donnée à la mise à disposition du public de fichiers et d'inventaires jusque-là peu connus ou difficilement accessibles aux lecteurs.

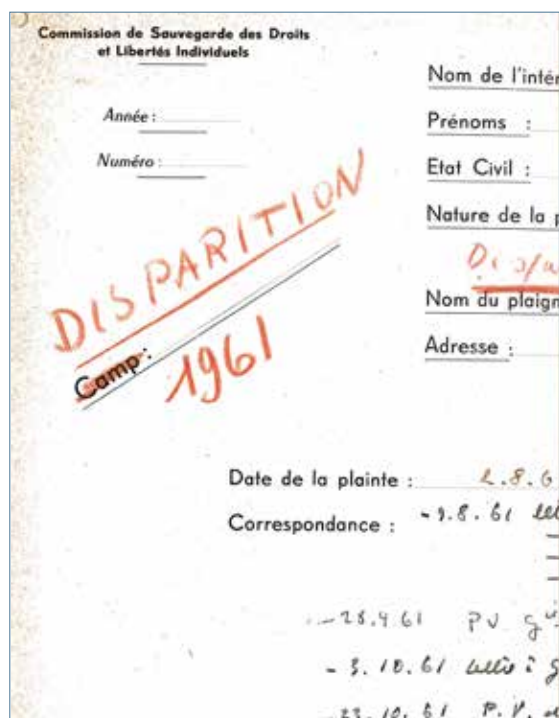
Pour ce qui concerne les archives notariales, l'effort a porté sur le traitement des arriérés de collecte avec 657 ml de fonds traités (reconditionnés et décrits dans les instruments de recherche en ligne). En outre, les analyses d'un peu plus de 13 000 actes ont été intégrées aux instruments de recherche en ligne. Les répertoires de notaire sont numérisés et mis en ligne au fur et à mesure de leur collecte dans les études et, en 2019, 23 instruments de recherche sur les études ont été complétés et 30 créés.

En ce qui concerne les archives contemporaines, grâce à la publication dans la salle des inventaires virtuelle de la grande majorité des instruments de recherche des fonds - privés ou publics -, à l'exigence des descriptions imposées par l'outil de production (Prodoc) et au travail de réflexion mené par l'ensemble des équipes scientifiques, on assiste à l'émergence de nouvelles pratiques : publication dans des délais rapides des instruments de recherche, fusion des divers instruments de recherche intéressant un même fonds en un seul, avec « lissage » des descriptions, pour faciliter la recherche « plein texte », élaboration d'instruments de recherche de haut niveau faisant le lien avec d'autres inventaires, rédaction d'états méthodiques de versement, inventaires « chapeau » permettant de présenter l'action d'un ministre et de son cabinet pendant une ou plusieurs mandatures. Le temps où une seule personne se consacrait exclusivement au traitement d'un fonds, du début à la fin sans exigence de délai, pendant plusieurs années, est révolu ; les nouvelles pratiques tiennent compte à la fois d'un travail personnel de haut niveau, de phases de travaux en équipe, de la contextualisation des informations. Un millier de nouveaux instruments de recherche ont ainsi été publiés dans la salle des inventaires virtuelle en 2019.

Trois **guides de sources** ont été publiés en 2019 : le *Guide des sources sur les dommages de guerre : destructions, réparations, indemnisations* ; le *Guide des sources d'archives sur les musées et les expositions* ; le *Guide des sources sur les disparus de la guerre d'Algérie*, projet collectif piloté par le Service interministériel des Archives de France et associant également le Service historique de la Défense, les Archives diplomatiques, les Archives de Paris et le service d'archives de la préfecture de police de Paris.

L'important chantier de création et de rédaction des notices de producteurs participe de ce mouvement de précision et de contextualisation des fonds. Plusieurs centaines de notices sont en cours de rédaction et la plupart des départements ont fait le choix de produire des notices de très haut niveau tant pour les administrations centrales des ministères sur la longue durée, que pour les administrations médiévales et de l'époque moderne. À terme, ce travail, très consommateur en temps, permettra d'offrir à la communauté des chercheurs une vision d'ensemble sur la production documentaire d'une administration. En 2019, 172 nouvelles notices ont été créées, 484 modifiées et 485 validées. La réflexion a aussi été engagée pour créer un référentiel des « fonctions » qui permettra d'aborder les fonds non plus par le strict biais du producteur, qui n'est pas toujours simple à déterminer, mais le biais de quelques mots génériques qui caractérisent l'action administrative.

En outre, les départements qui gèrent les archives contemporaines et le département des Archives privées ont aussi travaillé à la résorption des vrac pour doter d'inventaires plus de 2,7 kml de fonds inaccessibles à la recherche. Ces travaux ont permis de faire diminuer la part de fonds non accessibles à 2,3 % en 2019.



Couverture d'un dossier issu du fonds de la Commission de sauvegarde des droits et libertés individuels, F/60/3191 © Arch. nat./pôle image

Programmes collaboratifs

Provisions d'offices

Le développement du travail collaboratif et du bénévolat a permis au département du Moyen Âge et de l'Ancien Régime de relancer certains inventaires analytiques dont le principe même paraissait condamné il y a quelques années. Il en est ainsi des lettres de provision délivrées par la Grande Chancellerie de France à tous les officiers du roi, des plus modestes aux plus prestigieux (chauffe-cire, sergents et archers, notaires, receveurs des tailles, président au Parlement, etc.). Une équipe de bénévoles en a ainsi analysé près de 5 000 en 2019, sur un total d'environ 50 000 restant à dépouiller pour la période 1693-1719. Elles compléteront les quelque 120 000 lettres déjà analysées pour la période 1720-1790, et l'index manuscrit sur fiches pour les années 1640-1693, en cours de saisie. Si l'on y ajoute encore les lettres de provision enregistrées par les institutions judiciaires (eaux et forêts, amirauté, cour des aides, connétablie et maréchaussée), en cours de dématérialisation et de mise en ligne, c'est à la constitution d'un véritable annuaire administratif virtuel de l'Ancien Régime que se sont attelées les Archives nationales.

Testaments de poilus

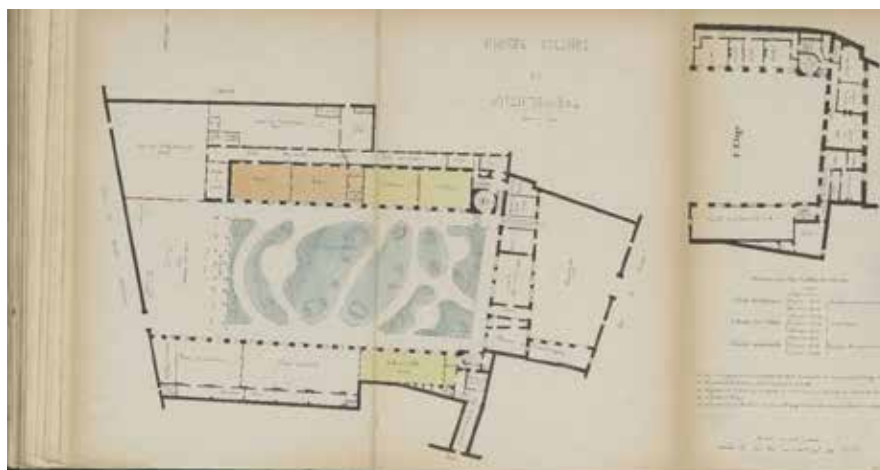
Le programme Testaments de poilus s'est poursuivi en 2019. 42 nouveaux testaments des Archives nationales, transcrits et encodés, ont été chargés sur la plate-forme et une centaine de nouveaux testaments ont été repérés. Ce projet a été présenté au bilan des actions liées aux commémorations de la Première Guerre mondiale en juin 2019. Le travail a également porté sur la deuxième phase du projet, l'élaboration de la plate-forme d'édition en ligne (plate-forme de restitution) avec séances de tests, sous la direction de la Mission des référentiels.

Natnum

Depuis 2017, le département de la Justice et de l'Intérieur propose de contribuer à *Natnum*, projet participatif d'annotation des décrets de naturalisation à partir de l'année 1887. Deux ans après l'ouverture de cette entreprise, l'année 1887 a été intégralement indexée et 6000 nouveaux noms ont été ajoutés portant sur les années 1888 à 1891. L'interrogation nominative est désormais intégralement possible dans la salle des inventaires virtuelle (SIV) pour les années 1883 à 1887 ainsi que pour les années 1913-1920 déjà indexées par les Archives nationales. En outre, ce projet permet de mener des recherches scientifiques plus systématiques par l'exploitation de milliers de données comme celle réalisée à titre expérimental, en 2019, sur les Polonais naturalisés dans les Hauts-de-France pendant les années 1920 (<https://archivnat.hypotheses.org/1469>).

Conseil général des ponts et chaussées

Piloté par le département de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de l'Agriculture, l'indexation des répertoires du Conseil général des ponts et chaussées s'est enrichie de contributions permettant de couvrir dix années et a donné lieu à des partenariats avec les universités de Reims et de Moscou. Il fournit aux chercheurs, dans la salle des inventaires virtuelle, un accès détaillé et un panorama général des travaux publics entrepris en France depuis 1813.



Plan de l'école de Villiers-le-Bel (Val-d'Oise) tiré du registre F/17/*/3096. © Arch. nat.

« La Commune »

Fin 2019, le département de l'Éducation, de la Culture et des Affaires sociales a lancé un projet collaboratif consacré à l'enquête sur la situation matérielle des écoles primaires en 1884. Plus de 440 registres, concernant la France entière, ont été numérisés en 2018 et vont faire l'objet d'une indexation à la commune.

Rétroconversion des instruments de recherche

En 2017 un premier marché de numérisation des instruments de recherche sur supports traditionnels (papier, microfilm, microfiche) conservés sur les trois sites des Archives nationales (Paris, Pierrefitte-sur-Seine et Fontainebleau) a été engagé. Il a été attribué à la société Flash Copy et plus d'un million de pages ont été numérisées dans le cadre de ces prestations.

En 2019, un second marché porte principalement sur l'intégration au sein du système d'information archivistique (SIA) d'instruments de recherche existant sous format bureautique (nativement ou par océrisation). Cette intégration se fait donc sous le format EAD afin de permettre une publication normalisée en salle des inventaires virtuelle (SIV). Ce marché, attribué à la société Archives Solution, se poursuit en 2020.

En 2019, plus de **27 000** pages ont été intégrées dans le SIA.

Un dathaton pour sensibiliser à la qualité des données descriptives

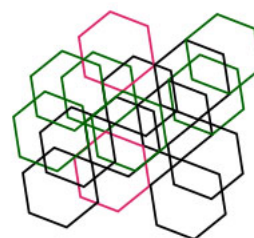
Les Archives nationales ont organisé un datathon le 29 novembre 2019. Troisième événement numérique annuel, il s'inscrit dans la semaine de l'innovation publique. Après le barcamp de 2017, pour imaginer des cas d'usages, et le hackathon en 2018, pour réaliser des prototypes des services numériques de demain, le datathon a attiré l'attention sur la qualité des données produites par les Archives nationales pour décrire leurs ressources. L'objectif était de se familiariser avec les concepts du web de données et de mesurer l'intérêt d'améliorer nos données descriptives pour pouvoir les aligner avec d'autres réservoirs de ressources extérieurs à l'institution et donc pour les rendre interopérables sur le web.

Au cours de cette journée conviviale, plus de 80 participants (agents, étudiants et partenaires) se sont retrouvés au Liberté Living-lab. Après une matinée consacrée à un cycle de courtes conférences, des travaux pratiques ont été organisés l'après-midi à partir de la base d'analyse des dossiers de la Légion d'honneur (LEONORE). Agents des Archives nationales et étudiants en archivistique ont pu faire des exercices d'alignement avec l'entrepôt wikidata et avec le référentiel « lieux » des Archives nationales. Les résultats une fois consolidés ont été intégrés à la base.

Le datathon
des Archives nationales

#dataAN2019

29/11/2019



Préservation et numérisation des archives

La conservation des archives



Objets trouvés dans les décombres du vol Air France El Oued-Paris, 8 avril 1957. © Arch. nat./N. Dion

Les Archives nationales ont pour mission première de garantir la conservation pérenne des archives qui leur sont confiées, quel qu'en soit le support : parchemin pour les documents les plus anciens, voire papyrus pour un très petit nombre d'entre eux, papier, supports photographiques et audiovisuels, fichiers numériques et même objets, lorsqu'ils sont organiquement liés à un fonds d'archives et ne peuvent en être séparés.

Les bâtiments des Archives nationales, sur leurs trois sites, offrent, en fonction notamment de l'époque de leur construction, des conditions de conservation variées. Conserver les archives, c'est exercer une veille permanente sur les conditions environnementales, anticiper et prévenir

les risques auxquels sont exposés les documents, rechercher et mettre en œuvre les conditionnements les plus adaptés, lancer et mener à leur terme des chantiers des fonds, restaurer des documents marqués par l'usure du temps pour permettre leur numérisation, leur exposition ou leur consultation par les chercheurs d'aujourd'hui et de demain.

Outil tout à la fois de conservation et de diffusion de l'information, la numérisation des archives est désormais au cœur de cette stratégie. En 2019, 870 000 nouvelles images ont ainsi pu être réalisées, parmi lesquelles 183 499 ont été mises en ligne, portant le nombre total d'images consultables sur le site des Archives nationales à 7 782 756.

Les chantiers des fonds du site de Paris

Depuis 1932, le Minutier central des notaires de Paris était conservé sur quatre niveaux de rayonnages métalliques autoporteurs installés dans les anciennes écuries de l'hôtel de Rohan. Cet équipement, innovant à l'époque de sa construction, par la rationalisation de l'espace qu'il autorisait et les capacités de conservation qu'il offrait, dans le respect du cadre bâti préexistant, avait de longue date montré ses limites : les rayonnages avaient vieilli, la desserte des magasins où se trouvaient conservés des documents parmi les plus consultés des Archives nationales était malaisée, la sécurité incendie de cet ensemble était difficile à assurer. Transférer les minutes des notaires parisiens dans d'autres espaces du site de Paris était devenu une priorité.

La rénovation du deuxième étage du dépôt Louis-Philippe, préfiguration des travaux inscrits au schéma directeur immobilier du site de Paris, a permis de réaliser ce transfert dans les meilleures conditions : entre mai et août 2019, 7,5 kml d'archives notariales (fin du xv^e-début du xx^e siècle) provenant du dépôt Minutier et 1 kml provenant d'autres dépôts ont été déplacés, dont la moitié à destination des magasins récemment rénovés.

Ce transfert avait été précédé d'un ambitieux chantier de dépoussiérage et de reconditionnement des minutes des vingt premières études de notaires parisiens, soit 1,7 kml, opération lancée en 2018 et achevée en avril 2019. C'est donc au total un peu plus de 10 kml d'archives notariales qui ont été déplacés, sur le site de Paris, en quinze mois (juin 2018-août 2019), pour de meilleures conditions de conservation.

Ces transferts ont également permis de simplifier les circuits de communication vers la salle de lecture et d'améliorer les conditions de travail des personnels chargés d'assurer la communication de ces fonds.

L'année 2019 a par ailleurs permis d'atteindre un objectif fixé dès 2014 : vider de leur contenu les magasins aménagés au cours des décennies précédentes, faute de place, dans les sous-sols du site parisien et qui, le plus souvent, n'offraient pas de conditions adaptées à la conservation des archives. Les minutes du Parlement civil, du ^{xiv}^e à la fin du ^{xviii}^e siècle (sous-série X/1b), dernier fonds d'archives encore conservé dans ces sous-sols, en ont été extraites à partir du mois de septembre, pour être dépoussiérées et reconditionnées dans les locaux d'un prestataire spécialisé ; leur retour sur le site de Paris est prévu pour 2020.

Ainsi, depuis le 16 octobre 2019, plus aucun document d'archives n'est conservé, sur le site de Paris, dans des locaux en sous-sols impropres à la conservation des archives et exposés à un risque fort d'inondation en cas de crue centennale de la Seine. Le sous-sol du Caran, aménagé en 1988 et correctement ventilé, reste en revanche utilisé.

Le plan de sauvegarde des biens culturels

Anticiper et prévenir les risques, tout en se préparant à un sinistre qui peut survenir à tout moment, est une préoccupation constante, au cœur du métier des archivistes.

Les Archives nationales disposent, depuis 2016, d'un plan de protection contre les inondations (PPCI) pour le site de Paris – le site de Pierrefitte-sur-Seine, par sa localisation, n'est pas exposé à ce risque – et, depuis 2017, d'un plan de sauvegarde des biens culturels (PSBC) pour les deux sites de Paris et de Pierrefitte-sur-Seine.

Le PSBC doit permettre de faire face à deux risques majeurs : incendie et dégâts des eaux. Il définit, pour chaque site, les fonds d'archives ou les ensembles documentaires à évacuer ou à protéger, en cas de sinistre, par priorité, les espaces de repli possibles, les moyens matériels disponibles et l'organisation à mettre en place pour répondre à l'urgence. Sur le site de Paris, il prend en compte le décor et le mobilier des hôtels princiers.

Il fait l'objet de mises à jour constantes, notamment pour tenir compte, sur le site de Paris, des transferts d'archives liés aux travaux en cours. De même, chaque année, un programme d'actions permet de former à l'intervention d'urgence de nouveaux agents volontaires comme l'encadrement des équipes d'intervention, et de tester l'efficacité du dispositif et la capacité de réaction des agents des Archives nationales lors d'un exercice. Le dernier a été organisé le 18 juin 2019 sur le site de Pierrefitte-sur-Seine.



Sur le site de Paris, depuis le lancement des travaux en cours, des mesures renforcées de sécurité ont été mises en œuvre, de façon à prévenir notamment le risque d'incendie.

Un protocole de sécurité tripartite a été établi entre les Archives nationales, l'OPPIC et l'administration centrale du ministère afin de fixer les modalités organisationnelles des conditions d'intervention. Celui-ci se traduit par la mise en place de mesures préventives de sécurité pendant les phases de travaux sur l'ensemble des chantiers.

© Arch. nat./pôle image

La prise en compte du risque amiante dans les fonds d'archives

Les actions mises en œuvre les années précédentes pour prévenir le risque de pollution par des fibres d'amiante des fonds d'archives, en fonction de l'histoire des bâtiments où ils ont été produits ou conservés avant leur entrée aux Archives nationales, ont été poursuivies.

Depuis le 1^{er} janvier 2017, la transmission du dossier technique amiante (DTA) du bâtiment de provenance des documents est exigé avant toute nouvelle entrée d'archives publiques. Au cours de l'année 2019, 36 nouveaux DTA ont été reçus, ce qui porte à 267 le total des DTA collectés par les Archives nationales en trois ans. Pour les archives privées, une procédure adaptée prend en compte la situation particulière des locaux d'origine des documents, parfois le domicile du donateur ou du déposant.

Les campagnes de mesures d'empoussièrement en situation de simulation d'activité engagées en 2018 sur des fonds déjà conservés aux Archives nationales et provenant de sites jugés à risque, se sont poursuivies tout au long de l'année. Dans tous les cas, elles ont conclu à l'absence de fibres d'amiante sur les documents, ce qui a permis la levée des mesures d'embargo sur le traitement et la communication des archives qui avaient été décidées : depuis le 20 janvier 2020, sur le site de Pierrefitte-sur-Seine, aucun fonds d'archives ne se trouve plus sous embargo.



Conserver, conditionner, restaurer les objets

Les Archives nationales ne conservent pas uniquement des documents sur papier ou parchemin, des photographies, des films ou encore des données numériques. Elles détiennent aussi des objets associés aux archives. En voici quelques exemples remarquables traités en 2019.

Les **fers de la Bergerie nationale de Rambouillet**, utilisés tout au long du XIX^e et du XX^e siècles pour marquer les moutons, ont bénéficié d'un conditionnement soigné, permettant tout à la fois de les préserver, de les déplacer et de les exposer.

Les **échantillons textiles** conservés dans le fonds du ministère du Commerce au XIX^e siècle (série F/12) soulèvent des questions de conservation et de conditionnement spécifiques qui ont fait l'objet, en juin 2019, d'un chantier-école de l'Institut national du patrimoine (INP), associant élèves conservateurs et élèves restaurateurs.

Échantillons de la manufacture royale de soie établie à Toulouse, 1751, F/12/551. © Arch. nat.

Les Archives nationales conservent quelque **900 plans roulés**, principalement des XVII^e et XVIII^e siècles, **fixés sur des baguettes de bois**. Les interactions entre le bois, le métal des clous de fixation, le papier des plans et parfois la toile sur laquelle certains plans sont contrecollés, peuvent être à l'origine de dégradations et appellent des solutions de conservation adaptées, dont un second chantier des collections de l'INP a permis de tester la pertinence.

Restaurer et numériser pour protéger et diffuser

117 projets de numérisation ont été inscrits au programme de l'année 2019. Pour les archives sur support papier ou photographique, 57 d'entre eux nécessitaient des interventions préalables de restauration. Ces interventions minimales, dites de « préparation à la numérisation », visent à augmenter la lisibilité des documents et à permettre leur manipulation lors des travaux de reproduction. Il ne s'agit pas de véritable restauration, mais, pour la grande majorité des documents, d'opérations de dépoussiérage-gommage, de remise à plat, de comblements de lacunes et de réparations de déchirures, quand celles-ci mettent en danger le document.

Deux typologies d'archives nécessitant des traitements plus lourds ont occupé les ateliers de restauration cette année : les phototypes et les calques. Des négatifs souples de grandes dimensions, roulés sur eux-mêmes, ont été « relaxés », tandis que des plaques de verre brisées ont été reconstituées et doublées. Pour les calques, de nombreux plans du fonds des travaux de restauration des cathédrales (1802-1906), à l'état de « chips », continuent de mobiliser les équipes dans la reconstitution des fragments éparpillés.

Les 117 programmes de numérisation ont permis de produire 870 000 vues à partir de documents sur divers supports, dont 10 000 photographies.

Dans le domaine des archives audiovisuelles, 710 heures d'archives sonores et d'images animées ont fait l'objet d'une numérisation, dont 134 heures réalisées en interne par l'atelier audiovisuel. 31 films acétates atteints du syndrome du vinaigre et dans un état très dégradé ont été sauvés grâce à une prestation de restauration. L'intégralité de la collection des disques à gravure directe a également été sauvée, ce qui représente 469 faces d'enregistrements inédits.

Ces opérations ont permis de rendre audibles ou visibles une partie des films de la cinémathèque de l'Agriculture (films des années 1930-1960), les scellés posés sur des archives sonores par la Cour de sûreté de l'État (1950-1960) et la cour de justice de la Seine (1960), des films du musée national des Arts et Traditions populaires, réalisés lors de deux missions ethnographiques en Corse (1948 et 1980), ainsi que des enregistrements sonores illustrant la vie politique des IV^e et V^e Républiques.

La numérisation au service du citoyen

À la fin de l'année 2019, une campagne massive de numérisation des décrets de naturalisation, nouvellement versés par la sous-direction de l'Accès à la nationalité française (SDANF) aux Archives nationales et concernant la période de 1931-1947, a permis de réaliser 11 000 premières vues sur les 80 000 attendues au printemps 2020.

La numérisation au service de la mémoire et des sciences humaines

Grâce à un **partenariat tripartite entre The United States Holocaust Memorial Museum (USHMM), le Mémorial de la Shoah et les Archives nationales** et à un financement intégral des opérations par l'USHMM, des fonds entiers sont en cours de numérisation et représenteront d'ici un ou deux ans plus d'un million d'archives numérisées, traces de l'histoire de la persécution et du sort des Juifs et de millions d'autres victimes de la tyrannie nazie entre 1933 à 1945.

Parmi ces séries, ont été numérisés cette année les registres des arrêts des chambres civiques de la cour de justice de la Seine (Z/5/448 à Z/5/480), les fonds de la section spéciale de la cour d'appel de Paris (Z/4/1 à Z/4/187) et les archives de la direction des services de police judiciaire du service de recherche des crimes de guerre ennemis (SRCGE, cotes 19880016/1/1 à 30/3). Par ailleurs, plus de 8000 dossiers de dénaturalisation sont en cours de traitement.

Toutes ces archives contenant des données personnelles seront, dans un premier temps, consultables sur des postes dédiés en salle de lecture.

La poursuite intensive des travaux de restauration des **plans de la Secrétairerie impériale** (AF/IV), financés par souscription grâce à la Fondation Napoléon, permettra d'illustrer les commémorations du bicentenaire de la mort de Napoléon en 2021.

La numérisation au service de la recherche en sciences humaines

Financés par le Centre d'études supérieures de la Renaissance (CESR) de l'université François-Rabelais de Tours, 59 registres des comptes royaux du xiv^e au xvi^e siècle ont été numérisés pour favoriser les études sur la cour des rois de Charles VI à François 1^{er}.

Cette année a aussi été marquée par l'aboutissement du projet pluriannuel de **numérisation des moulages de sceaux** du Centre de sigillographie. Cette opération a été réalisée *in situ* par la société Picturae (prestataire notamment du Muséum national d'histoire naturelle pour la numérisation de l'herbier national) et a permis la numérisation de 13 collections de moulages de sceaux : 58 315 moulages, dont 15 621 pour la collection Douët d'Arcq. La dématérialisation des inventaires est en cours et les clichés relatifs aux trois collections Lorraine, Bourgogne et Supplément, pourraient être mis en ligne avant la fin de l'année 2020.

D'autres programmes de numérisation sont liés à des projets de recherche (cf. *infra*).

Les chiffres 2019 de la numérisation
870 000 vues réalisées
710 heures d'archives sonores et d'images animées
7 783 256 ressources numérisées publiées sur Internet
8 348 866 ressources numérisées consultables sur place et sur Internet
11 004 937 ressources numérisées cumulées

Les chiffres 2019 de la numérisation
870 000 vues réalisées
710 heures d'archives sonores et d'images animées
7 783 256 ressources numérisées publiées sur Internet
8 348 866 ressources numérisées consultables sur place et sur Internet
11 004 937 ressources numérisées cumulées

Les chiffres 2019 de la numérisation
870 000 vues réalisées
710 heures d'archives sonores et d'images animées
7 783 256 ressources numérisées publiées sur Internet
8 348 866 ressources numérisées consultables sur place et sur Internet
11 004 937 ressources numérisées cumulées

Les chiffres 2019 de la numérisation
870 000 vues réalisées
710 heures d'archives sonores et d'images animées
7 783 256 ressources numérisées publiées sur Internet
8 348 866 ressources numérisées consultables sur place et sur Internet
11 004 937 ressources numérisées cumulées

Les chiffres 2019 de la numérisation
870 000 vues réalisées
710 heures d'archives sonores et d'images animées
7 783 256 ressources numérisées publiées sur Internet
8 348 866 ressources numérisées consultables sur place et sur Internet
11 004 937 ressources numérisées cumulées

Les chiffres 2019 de la numérisation
870 000 vues réalisées
710 heures d'archives sonores et d'images animées
7 783 256 ressources numérisées publiées sur Internet
8 348 866 ressources numérisées consultables sur place et sur Internet
11 004 937 ressources numérisées cumulées

[illegible]

Recensements des personnes (famille, esclaves, employés) vivant sur la propriété Panon-Desbassayns (île de la Réunion). 696 AP/12. © Arch. nat.



Projet d'un globe terrestre. Exposition universelle de 1900.
CP/F/12/4379. © Arch. nat.



Vue aérienne de Royan – 1957 – Cartothèque du
ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme
(MRU). 20130290/11. © Arch. nat.

Partenariats scientifiques, recherche et innovation

Présentes dans des instances de gouvernance de plusieurs consortiums (Fondation des sciences du patrimoine, Labex Hastec et les Passés dans le Présent, École universitaire de recherche ArTec, université Paris Lumières), les Archives nationales concourent au dialogue entre le monde des archives et celui de la recherche.

En 2019, elles ont notamment participé à la redéfinition du programme du Labex les Passés dans le Présent auquel elles ont nouvellement adhéré.

Outre la recherche en sciences sociales et humaines, les Archives nationales participent à des projets de recherche appliquée. Voici quelques exemples de projets, tirés de l'un ou l'autre des deux champs.

Projet LECTAUREP de reconnaissance automatique d'écritures manuscrites

Le ministère de la Culture (MC) et l'Institut national de recherche en sciences et technologies du numérique (Inria) ont signé, le 12 décembre 2016, une convention-cadre de recherche et développement (R&D) visant à stimuler le montage de projets dans le champ du numérique.

C'est dans ce cadre que les Archives nationales ont signé en novembre 2017 une convention pour réaliser une phase d'exploration préparatoire à la mise en place du projet LECTAUREP (LECTure AUTomatique des REpertoires), portant sur la réalisation d'une reconnaissance automatique d'écriture manuscrite sur les répertoires des notaires de Paris (xix^e-début xx^e siècle) et la mise à disposition de ces archives numérisées et de leur transcription sur une plate-forme en ligne, offrant à terme des possibilités de recherche avancée, d'annotations et de corrections de la transcription automatique.

Cette phase a été réalisée sous la forme d'un projet « court » de quatre mois et a démarré en avril 2018. Elle a produit des résultats encourageants quant aux performances de la reconnaissance automatique d'écriture.



La plate-forme eScriptorium en pleine opération de segmentation.

À l'issue de cette première phase, une nouvelle convention a été signée par les Archives nationales en octobre 2018 portant sur un projet d'un an constitué de deux objectifs : poursuivre et optimiser les travaux réalisés lors de la phase exploratoire et développer une application web appelée eScriptorium, qui doit fournir des outils permettant de segmenter les zones de textes à océriser puis de transcrire et annoter les résultats produits par l'océrisation. Lancée en mai 2019, l'entreprise s'est achevée en décembre.

Le cadrage de la troisième phase a démarré fin 2019 et va consister non seulement à enrichir les outils développés dans la phase 2, mais aussi à mettre en place de nouveaux services d'indexation et d'alignement des données avec d'autres entrepôts externes. Il pourra être envisagé dans cette phase d'étudier la possibilité d'intégrer une brique pour la recherche et la consultation des données directement sur la plate-forme de transcription automatique et d'édition. L'articulation avec la salle des inventaires virtuelle (SIV) devra faire l'objet d'une réflexion entre l'équipe de l'Inria et le département de la Maîtrise d'ouvrage du système d'information.

Projet ALEGORIA : Big geodata du passé

L'institut géographique national (IGN), le musée Nicéphore Niepce, le ministère de la Transition écologique et les Archives nationales mettent en commun et structurent leurs collections de photographies aériennes et terrestres pour étudier les métamorphoses des territoires après-guerre. L'objectif est de parvenir à un géo-référencement dans le temps visant à améliorer la connaissance des territoires dans leur dimension spatiale, mais aussi temporelle. Un moteur de restitution immersif et interactif sera mis en ligne pour présenter la covisualisation des différentes collections grâce à leur modélisation 3D, à la manière d'un super « Streetview » balayant le territoire de l'après-guerre jusqu'à aujourd'hui. Ces études entendent servir le tourisme et le développement durable comme aide à la définition des politiques publiques locales.

Projet SoDUCo : se tourner vers le passé pour construire l'avenir

L'IGN est aussi moteur dans ce projet de recherche SoDUCo (Dynamiques Sociales en contexte urbain : outils, modèles et données libres-Paris et ses banlieues, 1789-1950) regroupant l'école EPITA, les laboratoires de l'EHESS, CRH, LaSTIG et les Archives nationales. Ce programme d'études œuvre pour la reconstitution de l'évolution de la ville de Paris de 1789 à 1950 dans une analyse spatio-temporelle à laquelle s'ajoute la dimension sociale.

Le croisement de sources complémentaires (cartes de la ville, cadastre parisien et annuaires indiquant les activités professionnelles et/ou le statut social de la population sur toute la période étudiée) vont permettre une modélisation de la structure spatiale urbaine, en lien avec les pratiques sociales et professionnelles de la population. L'analyse de cette coévolution des espaces sociaux et topographiques permettra, là-aussi, de nourrir la réflexion en matière de politique de la ville.

Projet CAPTCH'AN ou la création d'un CAPTCHA fondé sur des documents d'archives

Dans le cadre du hackathon 2018 des Archives nationales, le jury a attribué au projet CAPTCH'AN le prix de l'innovation. Dans la continuité de cet événement, plusieurs institutions ont montré leur intérêt pour cette idée. Les Archives nationales ainsi que la BnF ont souhaité être partenaires de la société TeKlia qui a répondu à l'appel à projets du département de l'Innovation numérique (DIN) du ministère de la Culture.



L'équipe lors du hackathon 2018. © F. Bréchémier

L'objectif de ce projet consiste à mettre en place un mécanisme de captcha dont le contenu est issu de textes numérisés et où l'action de l'internaute permet de valider l'indexation des corpus utilisés et d'aboutir à leur transcription. Ce dispositif de captcha, bien connu, permet de vérifier que le « user-agent » qui cherche à se connecter à un espace personnel ou à toute autre application est bien un humain et non pas un robot.

Projet ORIGAMI : intelligence artificielle pour diagnostic

Dans le cadre du plan de recherche et développement amiante (PRDA), un partenariat entre les Archives nationales et le ministère de la Transition écologique et solidaire, piloté par le Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB), organise la numérisation et l'océrisation de milliers de dossiers techniques des bâtiments présentant des projets types homologués entre les années 1950 à 1970.

À partir de la fouille de données dans ces masses collectées auprès de différents acteurs, le projet ORIGAMI développe un outil prédictif de diagnostic et de repérage interactif pour la gestion de l'amiante. La modélisation des données doit alimenter une plate-forme, accessible aux professionnels du bâtiment, pour détecter de façon fine la probabilité de présence d'amiante dans les bâtiments, en prenant en compte le type de construction, la période de réalisation, le choix des matériaux, les zones du bâti concernées.

Communication des documents

Diffusion sur Internet

Les Archives nationales disposent de deux sites en ligne, l'un présentant l'institution et ses activités, l'autre dédié à la recherche dans les fonds d'archives. Le site web institutionnel (<http://www.archives-nationales.culture.gouv.fr>) a vu sa fréquentation augmenter de 55 % en cinq ans, atteignant **15,7 millions de pages vues en 2019**. Quant à la salle des inventaires virtuelle (<https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv>), elle a vu durant la même période sa fréquentation presque doubler, passant à **7,4 millions de pages vues en 2019**.

Notons que les instruments de recherche des Archives nationales sont également publiés (avec lien vers la SIV) sur le portail FranceArchives.fr, agrégateur national des instruments de recherche des services d'archives français qui utilise la technologie du web de données.

Quelques chiffres sur les ressources disponibles en ligne

NOMBRE D'INSTRUMENTS DE RECHERCHE PUBLIÉS EN LIGNE (SIV)	
Nombre d'inventaires	25 000
Nombre d'unités de description	4 500 000
Nombre de notices-producteurs	15 000
NOMBRE DE FICHIERS NUMÉRISÉS ACCESSIBLES PAR LA SIV	
Nombre de fichiers images publiées en 2019	530 000
Nombre total de fichiers images issus de la numérisation	7 800 000

Recherches par correspondance

Les publics à distance, qui ont besoin d'une orientation de recherche et/ou d'une reproduction de documents, ont la possibilité de saisir les Archives nationales par plusieurs voies. La plus usitée reste la salle des inventaires virtuelle (SIV) où chacun peut, *via* son espace personnel, « demander une aide à la recherche » ou « demander la reproduction d'un document ». Ce sont 9 230 demandes de recherche qui ont été ainsi traitées en 2019 par les trois sites de Pierrefitte-sur-Seine, Paris et Fontainebleau, ainsi que 4 000 demandes de reproduction, en plus des 1 500 demandes de recherche ou d'information parvenues par les diverses messageries des Archives nationales. Par la messagerie « Contact » relevée quotidiennement, il a été répondu à 3 277 demandes, concernant des aides à la recherche ou à la reproduction, des problèmes de connexion au système informatique ou des demandes d'information sur les conditions de consultation. Au total, plus de 18 000 demandes ont donc fait l'objet d'une réorientation, d'une recherche de cotes d'archives, plus ou moins poussée, ou d'une reproduction, ce qui représente une augmentation de près de 14 % par rapport à l'activité de l'année précédente.

Salles de lecture

Durant l'année 2019, ce sont 2 242 lecteurs différents qui ont fréquenté les salles de consultation de Paris et 5 247 celles de Pierrefitte-sur-Seine. Au total, 17 147 lecteurs disposaient d'une carte en cours de validité aux Archives nationales, dont 9 950 franciliens ; au sein de ce lectorat, les mêmes pays étrangers arrivent en tête depuis plusieurs années : États-Unis (629), Royaume-Uni (324), Allemagne (288), Algérie (219), Italie (214), Canada (179), Suisse (114), Japon (113). Les nouveaux lecteurs et les étudiants sont accompagnés lors de leur première venue et peuvent bénéficier d'une visite-découverte de la salle de lecture de Paris ou du site de Pierrefitte-sur-Seine dans son ensemble (bâtiment, magasins, salle de lecture) ; 1 257 visiteurs ont été reçus sous ce format en 2019. Enfin, la journée des étudiants, organisée cette année le 17 octobre sur le seul site de Pierrefitte-sur-Seine du fait des travaux en cours à Paris, a accueilli plus de 400 visiteurs qui se sont répartis entre des ateliers méthodologiques, des visites du site, des projections de films et des conférences spécialisées sur des thématiques de recherche.



Salle de lecture du site de Paris. © Arch. nat.



Salle de lecture du site de Pierrefitte-sur-Seine. © Arch. nat.

L'un des enjeux principaux de l'année 2019 fut de mettre à disposition des lecteurs deux salles provisoires à Paris durant le temps de réfection des couvertures du bâtiment du Caran. Le déménagement (27 mai-16 juin) puis la remise en service (2-9 novembre) des salles de consultation des originaux et des microfilms ont amené à fermer les salles au public quatre semaines complètes. Néanmoins, en plus d'une salle de microfilms installée au rez-de-chaussée du Caran, ce fut une salle provisoire de 44 places située dans le « petit Caran » qui a permis aux lecteurs de consulter les fonds parisiens et l'ensemble des instruments de recherche les concernant dans des conditions quasi normales. La fin de l'année a été perturbée en outre par les mouvements sociaux qui ont affecté les transports et conduit à la fermeture des deux salles de Paris et de Pierrefitte-sur-Seine durant plusieurs jours.

Les chiffres de fréquentation et de communication ont donc été affectés directement par cette situation extraordinaire. À Paris, une baisse de plus de 25 % a été constatée, à la suite de ces fermetures et du fait de l'indisponibilité de fonds du Minutier central des notaires entre avril et juillet pour cause de reconditionnement et de déménagement. On compte ainsi 13 858 séances de travail (salles des originaux et des microfilms) en 2019 contre 18 896 en 2018, et 52 118 communications de documents en salle (40 420 communications d'originaux et 11 698 bobines de microfilms) contre 71 826 en 2018, soit une baisse de 27,5 %. La salle de lecture de Pierrefitte-sur-Seine a connu en 2019 une augmentation significative des séances de travail et des communications tout au long de l'année, mais qui a été interrompue par les perturbations sociales de la fin d'année. Il y a eu malgré tout 20 075 séances de travail (salles des originaux et des microfilms) en 2019, contre 19 659 en 2018, soit une augmentation de 2 % ; et 63 092 communications de documents en salle (57 198 communications d'originaux et 5 894 bobines de microfilms) contre 63 045 en 2018.

	Lecteurs différents	Séances de travail	Communication des documents originaux	Communication des microfilms
Paris	2242	13858	40420	11698
Pierrefitte-sur-Seine	5247	20075	57198	5894
Total		33933	97618	17592

En termes de variation saisonnière, la fréquentation des deux salles de lecture est à son maximum durant les mois de février, de mars, de juillet et d'octobre : on aboutit donc à plus de 6 000 communications d'originaux à Pierrefitte-sur-Seine, plus de 5 000 à Paris en février-mars et 4 700 en octobre, malgré les conditions spéciales du moment (cf. graphique). Le début des dépouillements lors de la rentrée universitaire de l'automne et la fin des dépouillements des travaux universitaires en février-mars, pour un rendu des masters au printemps notamment, ont ainsi concentré les pics de fréquentation.



Il faut souligner le fait que le système de réservation des documents est plébiscité comme chaque année, car 58 % des communications à Pierrefitte-sur-Seine et 56,6 % à Paris sont liées à des réservations faites au préalable ; les commandes de documents faites le jour même de leur venue par les lecteurs représentent cependant un gros tiers des flux : 34,5 % à Pierrefitte-sur-Seine et 37,8 % à Paris ; la communication de documents prolongés ne compte que pour 7,5 % à Pierrefitte-sur-Seine et 5,6 % à Paris.

Parmi les 115 000 cartons, dossiers, registres, etc. communiqués en salles de lecture en 2019, 6 222 l'ont été après instruction d'une dérogation aux délais de libre communicabilité fixés par le Code du patrimoine (articles L. 213-2 et suivants). Ce sont au total 2 024 demandes d'accès par dérogation qui ont été instruites, portant sur 6 309 articles, la plupart aboutissant favorablement, après accord des services dont émanent les documents ou, pour les fonds sous « protocole », après accord des signataires ou de leurs mandataires.

Les déclassifications, un préalable à la communication de certains documents

Groupe de travail Gestion des documents classifiés et déclassification

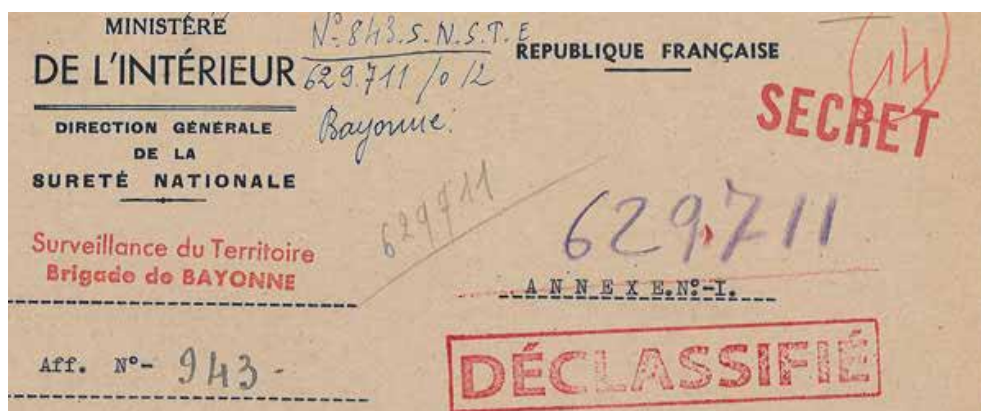
Diffusé à la fin de l'année 2018, le *Vade-mecum de la gestion des documents classifiés et de leur déclassification* aux Archives nationales et ses annexes, dont l'élaboration a été pilotée par le département de la Justice et de l'Intérieur, a été présenté aux Missions et services d'archives ministériels en février 2019 et la pratique des Archives nationales dans ce domaine a été partagée, à diverses occasions, avec la direction des Archives diplomatiques en janvier 2019, lors de la journée de formation des correspondants archives du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) en juin 2019 ou encore dans la publication d'articles (revue 20 & 21, *La Gazette des archives*).

Déclassifications 2019 : une activité en forte augmentation pour des résultats encore contrastés

En 2019, 200 demandes de déclassification portant sur 2 167 documents classifiés ont été adressées par les Archives nationales aux autorités émettrices. Depuis 2016, 8 349 documents ont été déclassifiés individuellement.

L'instruction des demandes de déclassification est extrêmement lourde et chronophage pour les équipes des départements de l'Exécutif et du Législatif et de la Justice et de l'Intérieur notamment, les services de la direction des Fonds conservant plusieurs centaines de milliers de documents classifiés non déclassifiés avant leur transfert aux Archives nationales. Elle est également très lourde pour les services émetteurs. En conséquence, les délais d'instruction et de réponse sont souvent très longs, bien plus longs que les délais légaux d'instruction des dérogations fixés par le Code du patrimoine à deux mois.

Déclassification dans le cadre de la mise en œuvre de l'arrêté du 24 décembre 2015 portant ouverture d'archives relatives à la Seconde Guerre mondiale



21 décisions de déclassification ont été prises depuis le début de l'année 2016 dans le cadre de l'arrêté du 24 décembre 2015. Leur mise en œuvre a permis d'ouvrir complètement à la recherche plus de 2 290 articles. De nouvelles décisions de déclassification sont attendues pour 2020.

L'accès aux dossiers de naturalisation

L'enrichissement des instruments de recherche en ligne dans la SIV visant à offrir une indexation nominative pour chacun des dossiers de naturalisation conservés aux Archives nationales et ainsi faciliter les recherches des familles mais aussi des chercheurs s'est poursuivie à un rythme soutenu en 2019. 35 000 nouvelles notices nominatives ont ainsi été mises en ligne ainsi que 7 000 microfiches nominatives, numérisées à cette occasion et portant sur la période 1789-1813.

Le versement par la sous-direction de l'Accès à la nationalité française des décrets de naturalisation de la période 1931-1948 au mois d'octobre 2019 a permis également de lancer leur numérisation. Ils viendront rejoindre en 2020 les ressources en ligne disponibles dans la SIV.

La numérisation de la totalité des dossiers de naturalisation des dénaturalisés du Gouvernement de Vichy (plus de 8000 dossiers concernant 15 000 personnes et représentant plus de 400 000 vues), financée dans le cadre d'un partenariat croisé avec le Mémorial de la Shoah et l'Holocaust Memorial Museum de Washington, a en outre pu être lancée en 2019. Elle se déroulera sur trois ans et permettra la mise en ligne des dossiers, à l'exception des documents non librement communicables, ouvrant une nouvelle page de la politique des Archives nationales en la matière : faciliter l'accès en ligne aux sources elles-mêmes au-delà des outils d'orientation du public.

Enfin, les actes de la journée d'étude organisée aux Archives nationales en octobre 2018 intitulée *Connaître les dénaturalisés de Vichy. La base Dénat, un nouvel outil*, ont été publiés au format numérique dans la collection des Publications des Archives nationales sur la plate-forme books.openedition.org, en même temps que les vidéos prises à l'occasion de cet événement.

La « commission Rwanda »

L'histoire du génocide qui s'est déroulé au Rwanda en 1994 est au centre de polémiques nationales et de tensions diplomatiques entre la France et le Rwanda. Pour éclairer les débats, le président de la République a confié, en avril 2019, à Vincent Duclert une mission d'expertise des fonds conservés dans les différents centres d'archives français. Parmi les 15 membres ou chargés de mission désignés, 4 ont été chargés dès l'automne de dépouiller les fonds conservés aux Archives nationales.

Le dispositif d'accueil mis en place, avec notamment l'octroi d'une salle de consultation dédiée au sein du département de l'Exécutif et du Législatif, a permis une grande souplesse et un accueil personnalisé favorisant les échanges scientifiques avec les membres de la commission.

Au total, au 31 décembre 2019, les membres de la commission ont bénéficié de 128 heures de consultation dédiées, réparties sur 49 séances en 29 jours. Les séances de travail se poursuivent en 2020.

L'accès aux sources de la guerre d'Algérie

À la suite de la déclaration du président de la République sur la mort de Maurice Audin invitant au travail historique sur tous les disparus de la guerre d'Algérie et annonçant une dérogation générale ouvrant à la libre consultation des archives de l'État qui concernent le sujet, les Archives nationales ont travaillé à l'identification des fonds susceptibles d'être concernés. Le 9 septembre 2019, un arrêté portant ouverture des archives relatives à la disparition de Maurice Audin a été publié. Cette décision a nécessité en amont la préparation et la mise en œuvre de la déclassification des pièces encore couvertes par le secret de la Défense nationale.

Parallèlement, le Service interministériel des Archives de France (SIAF) a piloté plusieurs réunions dans l'optique de la mise en ligne d'un guide des sources numériques relatives aux disparus de la guerre d'Algérie sur le portail FranceArchives. Une journée d'étude se tiendra sur le sujet en 2020 et sera l'occasion de présenter au grand public le guide des sources et d'exposer des questionnements et expériences de recherche en la matière.

En outre, un travail spécifique a été conduit au département de l'Exécutif et du Législatif sur le fonds de la Commission de sauvegarde des droits et libertés individuels (CSDLI). Ce travail et une campagne de déclassification ont abouti à l'ouverture d'une partie des dossiers par dérogation générale (arrêté du 9 avril 2020 qui complète celui du 9 septembre 2019).

Action culturelle et éducative

En 2019, un vaste programme de rénovation des huisseries de l'hôtel de Soubise à Paris a entraîné la fermeture partielle des salons et amputé les salles d'exposition d'une partie de leur surface utile.

La programmation des expositions et des projets artistiques s'en est trouvée quelque peu perturbée, mais la diversité des propositions culturelles et artistiques, tant à Paris qu'à Pierrefitte-sur-Seine, a attiré un public nombreux. La preuve en est que, pour la première fois depuis son

ouverture en 2013, le site de Pierrefitte-sur-Seine a attiré près de 7 000 visiteurs à une exposition (*La science à la poursuite du crime*), qu'une exposition parisienne ayant fait le pari d'un sujet méconnu (*Quand les artistes dessinaient les cartes*) a approché les 47 000 visiteurs, tandis que son catalogue, primé par l'Académie des inscriptions et belles-lettres, a été plébiscité avec 1 275 ventes sur place, et qu'une exposition témoignant de la capacité des artistes à se saisir des enjeux les plus vitaux pour la société contemporaine comme la mobilité (*Mobile/Immobile*) a attiré un public jeune et nouveau, découvrant les Archives nationales pour la première fois. Le succès de l'exposition itinérante *Simone Veil, archives d'une vie*, tout au long de l'année 2019, a prolongé l'expérience novatrice du cycle « Aux archives, citoyennes », consacré en 2017-2018 aux droits des femmes et à l'égalité hommes-femmes. La bonne audience du festival *Les Traversées du Marais*, qui mit à l'honneur l'artiste Barthélemy Toguo, ou de la Paris Design Week dont ce fut la première venue aux Archives nationales, avec le collectif Ublik et l'artiste Céline Wright, a consacré l'engagement de l'institution dans des partenariats artistiques ambitieux. Enfin, le renouvellement des projets d'éducation artistique et culturelle, portés par le service éducatif sur site ou hors les murs (ZSP-Culture-Pantin-Aubervilliers), s'est fait dans tous les domaines : autour de la musique, de la photographie, de l'écriture, de l'illustration et du théâtre.



L'exposition *Quand les artistes dessinaient les cartes*, prise d'indices au-dessus d'une carte mise sous vitre. © Arch. nat./SED

Expositions

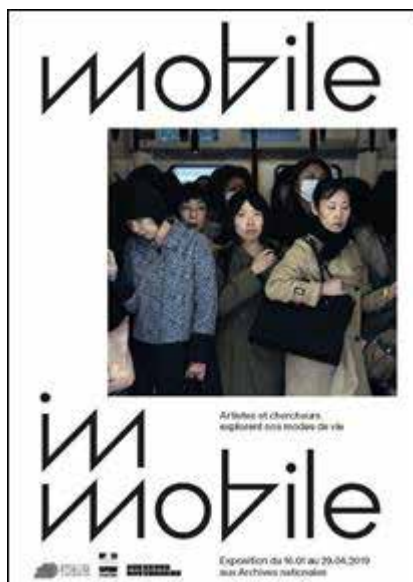
Expositions sur sites

Mobile/Immobile (16 janvier-29 avril 2019, Paris, hôtel de Soubise (Salle des gardes), et Pierrefitte-sur-Seine (salle d'exposition))

Produite par le Forum Vies mobiles, laboratoire d'idées de la SNCF, et accueillie aux Archives nationales, l'exposition entendait partager le fruit de sept années de recherches sur les enjeux liés à la mobilité et aux transports. Artistes et chercheurs, principalement sociologues, y exploraient l'essor de la vitesse puis la démocratisation des déplacements motorisés, au bout de deux siècles de civilisation thermo-industrielle. Passé récent (l'essor de la Chine par exemple) et futur proche ou fantasmé, libéré et aliénation, y étaient interrogés à travers installations d'artistes (Elinor Whidden, Marie Velardi), photographies (Sylvie Bonnot, Tim Franco, Ferjeux Van der Stigghel), montage vidéo (Wang Gongxin), diffusions d'archives filmiques, interviews d'artistes (Ai Weiwei) et de chercheurs. La confrontation de ces regards explorait le télétravail, les rapports ville/campagne, l'injonction à la vitesse, les crises migratoires et environnementales, autant de sujets qui sont d'une brûlante actualité en 2020.

Les Archives nationales ont contribué à donner au projet une véritable dimension historique. Souvent associées à l'immobilité silencieuse d'une abyssale masse documentaire, les Archives regorgent en effet de millions d'actes enregistrant des personnes mobiles et immobiles, par choix ou par contrainte. Un module immersif, entièrement audiovisuel et en partie interactif, intitulé « de la liste à la fiche », plongeait le visiteur dans un défilement de listes (esclaves, déportés, immigrés) et de fiches (nomades, étrangers, touristes). Le temps long (de la fin du Moyen Âge aux années 1950), de même que les ruptures techniques (photographie d'identité) et juridiques, y étaient évoqués de façon sensible et distanciée.

Les chiffres de la fréquentation sont très satisfaisants. Sur le site de Paris, il y a eu 35 000 visiteurs et sur le site de Pierrefitte-sur-Seine, un peu moins de 900.



De manière significative, l'exposition a drainé aux Archives nationales un public jeune découvrant pour la première fois l'institution, selon les résultats de l'enquête « À l'écoute des visiteurs » réalisée pendant l'exposition : pour 79,7 % des visiteurs, c'était leur première visite aux Archives.

Le Forum Vie mobiles s'est fortement impliqué en proposant gratuitement deux visites guidées par semaine aux visiteurs individuels, quatre nocturnes et trois conférences. Le service éducatif a pour sa part accueilli une trentaine d'enseignants ainsi que 253 élèves et étudiants.

Le 19 janvier, la Nuit de la lecture proposée par le service de la bibliothèque était en lien avec l'exposition. Une sélection de textes littéraires évoquant le voyage sous ses différents aspects (ludique, politique, épopée) a été lue par une quinzaine de comédiens, une séance étant faite en langue des signes.

En termes de communication, le Forum Vies Mobiles a eu recours, en plus des partenaires médias traditionnels (affichage dans le métro, presse écrite, radio et télévision), à des « influenceurs ». La vidéo intitulée *Nous sommes en révolution-RDM #30*, publiée le 13 avril 2019, a ainsi été visionnée plus de 200 000 fois.

Quand les artistes dessinaient les cartes. Vues et figures de l'espace français. Moyen Âge et Renaissance (25 septembre 2019-6 janvier 2020, Paris, hôtel de Soubise (salle des gardes))

Proposée par Juliette Dumasy-Rabineau, maître de conférences en histoire médiévale à l'université d'Orléans, Nadine Gastaldi, conservateur général chargé de mission Cartes et plans aux Archives nationales, et Camille Serchuk, professeur d'histoire de l'art à la Southern Connecticut State University, cette exposition a eu pour ambition de donner à voir une centaine de figures, vues et portraits de villes, villages et campagnes, pour expliquer comment on représentait le paysage avant la généralisation de la carte mathématique. Près de 40 services d'archives et bibliothèques patrimoniales ont prêté des documents repérés parmi un corpus dont personne n'imaginait la richesse et l'originalité. Grâce au soutien de la Fondation d'entreprise AG2R La Mondiale pour la vitalité artistique, 23 cartes ont pu être restaurées dans les ateliers des Archives nationales.

Par la beauté et la qualité d'exécution de certaines cartes, on a eu l'impression de parcourir une exposition d'arts graphiques (et de fait, certains auteurs étaient des artistes de renom), mais il s'agissait bien d'une exposition de documents d'archives, la plupart extraits de fonds judiciaires. Pour l'une d'entre elles, datée de 1525 et figurant Castelferrus et Saint-Aignan, deux petits villages de la vallée de la Garonne, plusieurs dispositifs multimédia expliquaient pourquoi un simple contentieux de voisinage avait exigé le recours à un peintre.



Le plus souvent sur parchemin, manuscrites et peintes, ces cartes anciennes représentaient pour la plupart l'équivalent du territoire que l'on parcourt au cours d'une randonnée pédestre. Tantôt naïves, tantôt riches de détails, elles ont plu au public, comme en témoigne le chiffre élevé de fréquentation : 46 700 visiteurs. Les commissaires scientifiques n'ont pas ménagé leurs efforts pour assurer une médiation humaine dont ont profité près de 1000 personnes.

L'exposition a eu un retentissement important sur Internet, comme le montrent le chiffre record de visites du site (31 758) et de la déclinaison virtuelle de l'exposition, ainsi que les réactions favorables exprimées sur les réseaux sociaux (Facebook, Twitter et Instagram).

Le catalogue illustré de l'exposition (éditions Le Passage) a reçu un très bon accueil. Tiré à 3 000 exemplaires, il en été vendu 1 275 aux Archives nationales et 1 180 en librairie. Il a obtenu le prix Duchalais 2020 décerné par l'Académie des inscriptions et belles-lettres.

La science à la poursuite du crime. Alphonse Bertillon, pionnier des experts policiers

(14 septembre 2019-14 mars 2020, Pierrefitte-sur-Seine, salle d'exposition)



Conçue et déjà présentée à Vire (Calvados) en 2015 par Pierre Piazza, maître de conférences en sciences politiques à l'université de Cergy-Pontoise, l'exposition évoquait la personnalité d'Alphonse Bertillon (1853-1914) qui fut considéré, de son vivant, comme un éminent savant et qui exporta à travers la planète entière le savoir et les méthodes qu'il avait développés à la préfecture de police. C'est principalement à partir de ses propres archives que Pierre Piazza a élaboré son scénario, complété par plusieurs documents et objets prêtés par le service des Archives de la préfecture de police de Paris, le Service régional de l'identité judiciaire de la préfecture de police de Paris (SRIJPP), l'École nationale d'administration pénitentiaire (ENAP) et les Archives nationales où sont conservées les fameuses pièces de l'expertise Bertillon, collectées à la suite de l'affaire Dreyfus.

Une sélection d'œuvres de jeunes artistes contemporains, telle Sandrine Farget, complétait le propos scientifique de l'exposition en posant un regard distancié et symbolique sur les enjeux relatifs à la notion d'identité individuelle et à différents processus d'identification et de contrôle des personnes.

L'exposition a reçu 5 000 visiteurs de septembre à décembre 2019 et près de 2 000 supplémentaires au cours du premier trimestre 2020. Cet excellent chiffre de fréquentation est notamment dû à une communication efficace en direction des partenaires du territoire de Plaine Commune et à la grande disponibilité du commissaire scientifique qui a assuré lui-même plus d'une trentaine de visites. Ajoutons que huit séances de reconstitutions de scènes de crime animées par des professionnels de l'identité judiciaire ont intéressé les visiteurs de tout âge et de tous horizons.

À l'occasion de la Fête de la science (7-14 octobre 2019), les Archives nationales ont accueilli un cycle de six conférences intitulé « *Les experts d'hier et d'aujourd'hui : regards croisés d'historiens et de policiers du service parisien de l'identité judiciaire* », assuré par des historiens et des professionnels du SRIJPP. Le service éducatif a assuré une dizaine de visites-ateliers avec l'aide de Pierre Piazza. Les activités ont été déclinées dans le cadre de l'éducation artistique et culturelle et pour les zones de sécurité prioritaires (ZSP). Les enseignants avaient aussi la possibilité d'effectuer des visites libres avec leurs classes.

Éducation populaire : engagement médiation, transmission, XIX^e-XXI^e siècles

(exposition sur panneaux à Pierrefitte-sur-Seine, grilles sur rue, septembre 2019-février 2020)

Le projet *Éducation populaire : engagement médiation, transmission*, piloté par Clothilde Roullier (département de l'Éducation, de la Culture et des Affaires sociales aux Archives nationales) en partenariat avec la BnF et des chercheurs des universités de Genève, Nanterre, Paris 8, Tours, et du Pajep, s'est déroulé aux Archives nationales tout au long de l'année 2019. Il consistait en l'organisation de six ateliers à destination du grand public, autour des métiers relatifs aux MJC et à l'animation des quartiers et en la tenue d'un colloque international le 20 novembre 2019.

En illustration de cette thématique, une exposition sur dix panneaux a été conçue, évoquant le passé, le présent et l'avenir de l'éducation populaire. Abondamment illustrés de documents iconographiques, les panneaux abordaient l'engagement civique de la jeunesse, la lecture publique, le cinéma, le théâtre, le cirque et la danse populaire, la vulgarisation scientifique, les colonies de vacances, le rôle des artistes et des animateurs.

Expositions hors les murs

Simone Veil en itinérance



Simone Veil, archives d'une vie. L'exposition conçue en 2018 par les Archives nationales en partenariat avec le Panthéon a circulé activement durant l'année 2019. Les archives privées de Simone Veil et les archives publiques issues de ses activités politiques (ministre de la Santé, membre du Conseil constitutionnel, etc.) ont nourri l'histoire d'une femme qui fut la première présidente du Parlement européen. De nombreuses municipalités ont emprunté cette exposition à l'occasion de commémorations ou d'inaugurations de lieux culturels et éducatifs. La ville de Vannes a ainsi fêté la Journée internationale des droits des femmes, Belfort a inauguré une rue Simone-Veil, Reims et Vichy un parvis à son nom, Aurillac son campus

universitaire et l'I.U.T. de Saint-Denis un nouvel amphithéâtre Simone-Veil. La popularité et l'exemplarité du parcours de vie de Simone Veil ont suscité des conférences, des débats et des événements qui se sont appuyés sur l'exposition.

Prêts à des expositions extérieures

Les Archives nationales ont prêté 398 documents à d'autres institutions, françaises et étrangères, pour des expositions temporaires (45 expositions différentes).

Une contribution exceptionnelle a été consentie aux Rencontres internationales de la photographie d'Arles à l'occasion de l'exposition organisée pour les 80 ans du CNRS, avec le prêt de 130 photographies issues du fonds Jules Breton.

On notera aussi la déclinaison de l'exposition sur *Le modèle noir de Géricault à Matisse* en deux lieux symboliques : le musée d'Orsay à Paris et le Memorial ACTe à Pointe-à-Pitre à La Guadeloupe.

Parmi les documents remarquables prêtés figurent une charte de Philippe Auguste en faveur des lépreux de Saint-Lazare en 1181, la ratification du Concordat de Bologne conclu entre le souverain pontife et François 1^{er} en 1516, l'acte de prise de possession de l'archipel de Bourbon en 1642, le contrat de mariage de Paul Scarron et de Françoise d'Aubigné en 1652, un plan de l'hôtel royal des Gobelins en 1691, la Constitution en bronze pilonnée du 3 septembre 1791, une lettre autographe d'Antoine Parmentier en 1793, la Gazette des atours et la dernière lettre de Marie-Antoinette, le décret du Gouvernement provisoire portant abolition définitive de l'esclavage dans les colonies du 27 avril 1848, la lettre adressée par Jean Arthus à son père avant son exécution en février 1943.



L'authentique de reliques de l'église Saint-André à CHELLES prêtée par les Archives nationales pour l'exposition Geneviève 1600 qui s'est tenue à la Mairie du V^e arrondissement du 23/11/2019 au 20/01/2020.
© Arch. nat.

Manifestations nationales et territoriales

L'année 2019 a commencé par une expérience inédite : la participation des Archives nationales à la **Nuit des idées** (31 janvier), coorganisée avec le Collège international de philosophie sur le thème *Secrets de l'intime/secrets de l'État*. Dans les salons de l'hôtel de Soubise, tout au long de la soirée, une vingtaine de philosophes et autant d'archivistes se sont présentés devant le public, debout et de façon non académique, lors de brèves interventions d'une dizaine de minutes. La seule conférence « assise » fut celle d'Arlette Farge sur *Le secret de l'archive*. Les archivistes ont abordé des sujets aussi divers que le secret des Templiers, les procès de l'épuration, les archives secrètes de Moscou, les derniers secrets de l'OAS, la Françafrique, le secret des statistiques, les archives électroniques et les secrets de demain, les testaments mystiques, les secrets du lit conjugal ou les familles et la Shoah.

Pour la **Nuit des musées** (18 mai), les Archives nationales ont été fréquentées par 2 400 visiteurs (contre 2 100 en 2018). Cette manifestation a vu se confirmer le succès des visites commentées des Grands Dépôts, avec un départ toutes les demi-heures.

Organisées les 21 et 22 septembre sur les deux sites de Paris et de Pierrefitte-sur-Seine, les **Journées européennes du patrimoine** ont accueilli près de 8 300 visiteurs (contre 10 900 en 2018). Cette baisse s'explique en grande partie par les manifestations sociales du samedi et les pluies du dimanche. Néanmoins, le public a pu découvrir en avant-première les expositions *Quand les artistes dessinaient les cartes* (Paris) et *La science à la poursuite du crime* (Pierrefitte-sur-Seine). La reconstitution d'une scène de crime par des experts de la police scientifique à Pierrefitte-sur-Seine a été l'un des moments forts de ces journées.

Une dizaine de projets artistiques se sont épanouis tout au long de l'année 2019 dans le cadre d'événements nationaux ou territoriaux (Ville de Paris, département de Seine-Saint-Denis, région Île-de-France), qui ont été autant d'occasions d'accueillir de nouveaux publics pour leur permettre de découvrir l'institution par le biais de la création artistique.



À Paris, les projets se sont concentrés sur le second semestre. En septembre, au cours du festival **Les Traversées du Marais**, l'installation *Terra Incognita* du plasticien Barthélemy Toguo réunissait une série de « tampons-bustes » en bois et son œuvre *Road to exile*, choisies pour nouer un dialogue entre le thème de la 5^e édition du festival, « Le voyage », et l'identité de l'institution.

Barthélemy Toguo, *Road to exile*, salon ovale de l'hôtel de Soubise, septembre 2019. © Arch. nat.

Toujours en septembre, lors de la **Paris Design Week**, le collectif Ublik a installé dans la cour d'honneur une réplique à l'échelle 10 d'un tabouret dont la spécificité repose sur une conception paramétrique et un usinage numérique. Les luminaires en papier japonais de l'artiste Céline Wright étaient présentés quant à eux dans l'escalier d'honneur de l'hôtel de Soubise.

L'automne s'est poursuivi par la **Nuit Blanche**, le samedi 5 octobre, avec une performance de la compagnie Minuit 44 sur le thème de la transe (4 200 visiteurs contre 3 900 en 2018). L'ensemble du dispositif (danse, création musicale en live et projection d'images vidéo) a permis de découvrir l'architecture classique du péristyle sous un angle inattendu.

L'accueil du festival **Paris en toutes lettres** s'est fait autour de la sortie d'un ouvrage à la mémoire du chanteur Serge Gainsbourg, *Le Gainsbook*.



Tabouret du collectif Ublik. © Arch. nat.

À Pierrefitte-sur-Seine, pour **l'opération *Dis mois dix mots***, un groupe de six étudiants de l'École supérieure d'art et de communication de Cambrai, accueilli en résidence, a réalisé, durant une semaine, une œuvre évolutive et éphémère sur une série de baies vitrées du hall d'accueil. Inspirée de documents des Archives nationales, contenant l'un des dix mots sélectionnés dans le cadre de l'opération, l'œuvre donnait l'opportunité d'entrer dans la diversité des fonds d'archives et de percevoir leur potentiel d'évocation.

Un nouveau partenariat a été noué avec le festival des **Rencontres chorégraphiques internationales de Seine-Saint-Denis** en vue de la restitution à Pierrefitte-sur-Seine d'un projet de création interdisciplinaire. Élaboré dans le cadre de la résidence territoriale artistique et culturelle en milieu scolaire du collectif de vidéo-danse VIDDA, il a associé environ 150 participants d'écoles primaires et de collèges de la ville de Saint-Denis.

Comme chaque année depuis la mise en service du bâtiment pierrefittois, le **festival Métis** a proposé sa soirée d'ouverture avec « Le pari des bretelles », un concert hommage à l'histoire de l'accordéon mêlant reprise de pièces de répertoire et création d'œuvres contemporaines.

Journées d'étude, colloques et séminaires

Les Archives nationales ont organisé ou soutenu **29 colloques et journées d'étude** en 2019, dont 14 organisés ou coorganisés par les Archives nationales, 4 accueillis sur nos sites et 11 auxquels les Archives nationales ont apporté leur soutien ou leur participation

Parmi eux, on peut citer plusieurs journées d'étude dédiées à des hommes politiques (Michel Debré, Georges Pompidou, Pierre Mendès France) ou portant sur la commémoration de la Première Guerre mondiale (« Commémorer la Grande Guerre : bilan et perspectives de la recherche »), la naissance de l'aviation civile (« 1919-2019. Cent ans d'aviation civile et commerciale en France »), l'éducation populaire ou encore la cartographie au Moyen Âge et à la Renaissance en accompagnement de l'exposition *Quand les artistes dessinaient les cartes* (cf. liste en annexe).

Enfin, les Archives ont poursuivi leur partenariat avec le Collège international de philosophie qui explore la dimension politique des archives avec le « Projet Archive ».

Les Archives nationales ont participé aux travaux de ce séminaire international soutenu par l'université Paris Lumières et regroupant de grandes institutions patrimoniales françaises (archives, musées, bibliothèques) et des universités anglaises et américaines. Elles ont contribué à la rédaction de l'ouvrage *Dialoguer l'archive* paru en décembre 2019 et fruit de réflexions croisées entre praticiens des archives et chercheurs, ainsi qu'à la conception du colloque conclusif (tenu en janvier 2020).

Tournages de documentaires

21 tournages (11 sur le site de Paris et 10 sur le site de Pierrefitte-sur-Seine) représentant 27 demi-journées de tournage ont été accueillis. Si les productions françaises sont largement majoritaires, on dénombre également des productions britanniques, japonaises, italiennes et ukrainiennes.

Les émissions *La Guerre des Trônes* (France 5) et *Secrets d'histoire* (France 3) restent de très fidèles utilisateurs des documents et des décors des Archives nationales.

La Seconde Guerre mondiale, Marie-Antoinette et les Templiers sont les sujets les plus représentés.

Publications

Outre la publication de catalogues d'exposition, les Archives nationales ont apporté en 2019 leur concours financier à des publications étroitement liées à leurs activités et à leurs fonds : actes de colloques (*Architectes du Grand Siècle*) et guides de recherche (*Guide de recherche dans les Archives du Conseil d'État*).

Éducation artistique et culturelle (EAC) : les archives en partage

La programmation culturelle ainsi que le projet scientifique, culturel et éducatif des Archives nationales permettent de partager les richesses et les savoir-faire des archives et de concevoir de nombreux projets d'EAC pour des publics aux attentes et aux besoins variés : élèves de la maternelle au lycée, en formation initiale ou en alternance, enfants dans le cadre périscolaire dans et hors les murs.

Au total, 10 000 scolaires ont été accueillis à Paris et à Pierrefitte-sur-Seine.

Ces projets ou ces parcours, proposant rencontres, pratiques et acquisition de connaissances, visent à découvrir et à questionner des documents originaux, le contexte dans lequel ils ont pris forme, et à permettre aux élèves d'acquérir des références culturelles communes pour « s'approprier le monde et être solidaires des autres hommes dans l'espace et dans le temps » (d'après Paul Langevin).

En 2019, les expositions temporaires programmées sur les deux sites des Archives nationales et les questionnements qu'elles ont soulevés ont suscité le désir de nombreux professeurs de découvrir et de travailler en projet avec les Archives nationales, ponctuellement ou sur une période plus longue :

- ◇ la scénographie, les œuvres et les documents exposés, les problématiques de l'exposition *Mobile/Immobile* ont conduit les classes franciliennes à demander des visites spécifiques ou des ateliers adaptés à leurs projets ;
- ◇ le parcours « L'île des mers perdues » a engagé des élèves de primaire à regarder et à s'approprier les vues et figures de l'exposition *Quand les artistes dessinaient les cartes*, ainsi que des documents extraits des fonds de grandes explorations scientifiques pour inventer le matériau narratif et visuel d'un opéra pour enfants. Il mobilise trois artistes, un illustrateur, un comédien et un musicien ; il sera mis en scène lors de la prochaine année scolaire 2020-2021 ;



- ◇ le projet interdisciplinaire « Huis clos fatal aux Archives nationales », qui associe une auteure et une photographe, propose de faire découvrir les Archives comme le théâtre d'un meurtre, de construire des savoirs en lien avec l'exposition *La science à la poursuite du crime* et de mener un travail d'écriture de nouvelles à suspense. L'exposition a attiré de nouveaux publics : jeunes des villes proches se formant aux métiers de la sécurité ou de la police, élèves décrocheurs ou en cours de soutien, pour lesquels des ateliers spécifiques ont été conçus à la demande des enseignants.

Huis-clos fatal aux Archives, séance préparatoire sur le thème de la disparition. © Arch. nat.

- ◇ le projet « Polis » pour les enfants et les adolescents du quartier des Quatre-Chemins dans le cadre du volet culturel de la ZSP-Culture-Pantin-Aubervilliers avait pour ambition de les amener à s'intéresser aux problématiques contemporaines de la gestion de la ville, à travers le thème de la police des Lumières. Ils ont pu bénéficier du fruit du travail des commissaires sur les archives du Châtelet de Paris, au cours de la conception du scénario de l'exposition. Ils ont découvert les volumes de l'*Encyclopédie* conservés à la bibliothèque des Archives nationales, puis se sont investis dans la création de courts-métrages sur smartphones avec le soutien d'un réalisateur, confrontant documents d'archives et préoccupations de leur quotidien.

Chaque projet a été conçu comme une expérience humaine, sociale, intellectuelle et artistique, permettant de découvrir des métiers, de se familiariser avec les lieux de conservation et, à partir de l'observation des documents originaux, de contribuer à nourrir l'imaginaire et la créativité des élèves.

D'autres actions EAC, s'appuyant sur la variété des sources conservées, notamment à Pierrefitte-sur-Seine, ont su rendre les fonds vivants et accessibles, permettant de créer et développer les liens avec les établissements scolaires de proximité :

- ◇ la poursuite des ateliers-concerts, constitutifs d'un parcours musical annuel, avec le soutien d'ensembles musicaux professionnels et des conservatoires : à l'occasion de la semaine de l'accessibilité et du versement d'archives musicales de l'INJA et lors de la résidence pédagogique de l'ensemble *double-face* organisée autour de documents présentant l'œuvre de la compositrice Sophie Gail ;



Atelier-concert lors de la résidence pédagogique de l'ensemble *double-face*. © Arch. nat.

◇ la découverte de fonds d'archives éclairant l'histoire ou la mémoire locale, qui permettent de tisser des liens entre archives personnelles et archives publiques :

- le projet « Portraits d'archives, portraits réinventés » (3^e édition) associe découverte de photographies conservées aux Archives nationales, techniques de prise de vue avec une photographie, initiation à l'art du portrait et écriture de soi ;
- un projet musical et choral en hommage à Fernand Devaux, rescapé d'Auschwitz, sur la base d'un texte écrit par les collégiens à partir de la lecture des archives : la collaboration entre écoliers, collégiens et lycéens de Stains, une auteure, un compositeur et des élèves-musiciens du conservatoire d'Aubervilliers s'est inscrite dans la continuité du parcours « Musique et création dans l'univers concentrationnaire nazi » ;
- un projet de découverte du patrimoine artistique et culturel de proximité pour des classes de Saint-Denis : il a permis de rencontrer Valérie Fratellini en 2018, ce qui l'a convaincue de déposer les archives historiques de sa famille aux Archives nationales. En 2019, le parcours s'est déroulé sur les deux sites, associant découverte du fonds, des dossiers de naturalisation de ses illustres ancêtres, de l'École nationale du cirque et des rencontres avec les élèves.

Une collaboration suivie avec les associations et les services des affaires scolaires des villes voisines a permis de concevoir des parcours thématiques d'EAC, comme à La Courneuve, ville-laboratoire pour la mise en place du 100 % d'EAC. Enfin, pour accompagner les projets d'EAC, les coconstruire ou les soutenir, le service éducatif a accueilli de nombreux enseignants dans le cadre des formations continues départementales ou académiques.

Partage d'expertises (France et international)

Les Archives nationales ont développé une expertise pointue dans des domaines aussi divers que le numérique, la conservation-restauration, la problématique amiante ou encore l'éducation artistique et culturelle. Quelques exemples développés en 2019 méritent d'être signalés.

Participation au groupe des directeurs d'archives d'Europe

Dans le cadre de la réunion du groupe des directeurs d'archives européens (European Archives Group-EAG) qui s'est déroulé à Helsinki du 18 au 20 septembre 2019, Thomas Van de Walle, directeur de projet ADAMANT, et Claire Martin, responsable de la Mission des archives auprès des services du Premier ministre, ont présenté un retour d'expérience concernant le projet d'archivage définitif Solon. Il s'agit d'une application gérée par le Secrétariat général du Gouvernement, destinée à piloter l'ensemble du processus d'élaboration des textes législatifs et réglementaires. Les deux représentants français ont évoqué les travaux menés depuis 2016 pour mettre en place des mécanismes d'archivages automatisés de Solon, qui vont aboutir à la réalisation de premiers versements d'archives en 2020.

Conservation numérique : création de la cellule nationale de veille sur les formats

Les Archives nationales ont participé en 2019 à la fondation de la Cellule nationale de veille sur les formats numériques, qui associe le SIAF, le ministère des Armées, le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, le ministère de la Transition écologique et solidaire, le CINES, la BnF, l'INA, Huma-Num. La Cellule, qui s'appuie sur l'Association Aristote-PIN, inscrit ses travaux dans le prolongement du chantier lancé par le programme VITAM sur la pérennisation des archives numériques. Elle s'est donné trois premiers axes de réflexion afin de mettre à la disposition des institutions intéressées des propositions de stratégies de pérennisation à mettre en œuvre. En 2019, a ainsi été lancée l'élaboration d'un état des experts dans ce domaine et d'un ensemble de livrables donnant des préconisations en termes de préservation des formats à travers l'exemple des Archives nationales, de la Bibliothèque nationale de France, des services d'archives des ministères de l'Europe et des Affaires étrangères et des Armées ; enfin le dernier axe concerne le recensement des corpus de données ouvertes disponibles pour mener des travaux de pérennisation sur ces jeux. La publication des livrables est prévue pour 2020.

Un soutien appuyé au Stage technique international d'archives (STIA)

En collaboration avec le département de la formation scientifique et technique de la direction générale des patrimoines, les Archives nationales ont contribué au renouvellement de l'approche pédagogique de cette formation destinée aux professionnels de la francophonie en ouvrant à la participation active des stagiaires et en animant plus spécifiquement des modules sur l'organisation des services d'archives, la conservation et le traitement intellectuel des documents.

Un rôle actif dans les formations universitaires aux métiers des archives et du patrimoine

Les Archives nationales participent, sous forme de cours, de présence aux jurys et d'orientations pédagogiques, à la formation initiale de futurs professionnels dans le cadre de masters des universités Paris 1, Paris 8, Paris 13 et de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, ainsi que des cursus de l'Institut national du patrimoine, de l'École du Louvre et de l'École de Condé.

Les Archives nationales dans l'espace public, les médias et les réseaux sociaux

Les campagnes de communication

Tous médias confondus (presse écrite, presse audiovisuelle et web), les Archives nationales ont fait l'objet de près de 630 retombées presse qui ont contribué au développement de la visibilité de l'institution.

L'offre culturelle a fait l'objet de campagnes de communication ciblées et de partenariats avec des médias importants : quotidiens, hebdomadaires, mensuels, radios (*Le Monde*, *L'Obs*, *L'Histoire*, *Historia*, *Journal des Arts*, *France Culture*...). Les retombées presse des trois expositions *Mobile/Immobile*, *La science à la poursuite du crime* et *Quand les artistes dessinaient les cartes* correspondent à une valorisation monétaire de 2 314 078 €.

Les Archives nationales éditent un trimestriel, *Mémoire d'avenir*, publié sur Internet et diffusé sous forme papier à 9 000 exemplaires (envoi aux abonnés, mise à disposition sur les deux sites de Paris et de Pierrefitte-sur-Seine, ainsi qu'à la Bibliothèque nationale de France).

Le partenariat avec Public Sénat

En 2019, les Archives nationales et la chaîne Public Sénat ont poursuivi la collaboration lancée en 2018 avec le film ***Simone Veil, mémoires d'une immortelle***, rediffusé à plusieurs reprises en 2019. Deux nouveaux documentaires, ***Le mythe Seguin*** et ***1974, l'alternance Giscard***, ont été réalisés à partir des archives conservées aux Archives nationales en collaboration avec les responsables des fonds. Les deux films ont fait l'objet de soirées thématiques dédiées sur la chaîne et ont été et continuent à être multi-diffusés.

<https://www.publicsenat.fr/emission/documentaires/le-mythe-philippe-seguin-149386>

<https://www.publicsenat.fr/emission/documentaires/1974-l-alternance-giscard-142435>

Les réseaux sociaux

Les Archives nationales ont investi les réseaux sociaux : Facebook¹ en 2011, Twitter² et Pinterest³ en 2012, Dailymotion⁴ en 2013, Youtube⁵ en 2015 et Instagram⁶ en mai 2018.

En décembre 2019, plus de 21 000 abonnés suivaient l'institution sur Facebook. L'audience de la page a ainsi augmenté de 12 % par rapport à 2018. Chaque jour, la mise en ligne de documents numérisés inédits en lien avec l'actualité permet de valoriser la diversité des fonds conservés. Par exemple, l'album de photographies de la cathédrale Notre-Dame de Paris issues des fonds de la cartothèque du ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme⁷ et publiées à la suite de l'incendie des 15-16 avril 2019 a atteint plus de 36 000 personnes.

Le compte Twitter rassemblait 29 900 personnes à la fin de l'année 2019, avec une croissance de 37 % par rapport à l'année précédente. Un temps fort a eu lieu en mai, avec la participation des Archives nationales à la Museum Week⁸. Lors de cette semaine des musées, des tweets croisés autour d'une thématique commune avec d'autres institutions culturelles, présentes sur cette plate-forme, ont permis de constituer des partenariats et d'attirer ainsi les publics d'institutions culturelles plus médiatiques vers les Archives nationales.

Après un an et demi de création de leur compte sur Instagram, les Archives nationales ont réuni, fin 2019, plus de 2 500 *followers* et augmenté leur public de 57 % par rapport à 2018. En mars 2019, à l'occasion de la valorisation de l'exposition *Mobile/Immobile. Artistes et chercheurs explorent nos modes de vie*, un concours de photographie sur le thème de la mobilité a été proposé pour la première fois aux internautes. La participation importante au *#ConcoursMobileImmobile* a renforcé la viralité du compte. Par ailleurs, le partage de photographies des bâtiments et de grands documents de l'histoire de France redynamise l'image de l'institution et conquiert un public plus jeune.

Enfin, pour l'année 2019, les Archives nationales comptent plus de 15 000 vues cumulées des vidéos des colloques et journées d'étude sur sa chaîne Dailymotion et 26 000 vues des vidéos de présentation des métiers et de l'institution sur Youtube.

Ces chiffres honorables soulignent la volonté de l'institution de poursuivre la valorisation et la communication par les réseaux sociaux.

Le partenariat avec Wikimedia France

Après six années de partenariat avec Wikimedia France, les Archives nationales ont poursuivi de nombreuses actions au cours de l'année 2019.

Ainsi, elles ont téléversé 123 documents librement réutilisables dans la médiathèque Wikimedia Commons, ce qui porte à 667 le nombre des grands documents de l'histoire de France accessibles en ligne pour tous. La mise en ligne de 91 plans et dessins des travaux de restauration des cathédrales a complété les 135 plans et dessins et 76 photographies précédemment téléversés⁹. L'image issue de ce fonds la plus vue en 2019 est la signature d'Eugène Viollet-le-Duc, présente sur l'encyclopédie Wikipédia (en 20 langues), qui a connu un pic de consultation au lendemain de l'incendie de la cathédrale Notre-Dame de Paris¹⁰. Au total, les images issues du projet « Restaurer les cathédrales » ont comptabilisé plus d'1,23 million de vues en 2019.



À la date du 31 décembre 2019, ce sont 9 806 contributions qui ont été effectuées sur la base de données liées Wikidata. Les ajouts d'informations (cote, lien vers la salle des inventaires virtuelle) permettent de collecter des données structurées et interopérables.

Enfin, les 23, 24 et 25 mai 2019, les journées « Culture numérique » ont été organisées sur le site de Pierrefitte-sur-Seine. Plus de 80 personnes ont pris part à des débats et retours d'expérience autour des questions d'ouverture des données et participé à des formations pour contribuer à différents projets tels que Wikimedia Commons ou Wikidata. Le bilan de ces rencontres est très positif car elles ont favorisé les échanges entre les nombreux partenaires de Wikimedia France.

¹<https://www.facebook.com/Archives.nationales.France>

²<https://twitter.com/ArchivesnatFr>

³<https://fr.pinterest.com/archivesnatfr/>

⁴https://www.dailymotion.com/Archives_nationales_Fr

⁵<https://www.youtube.com/channel/UCKw05vhe0P4ejjW-i4PrTwQ>

⁶<https://www.instagram.com/archivesnatfr/>

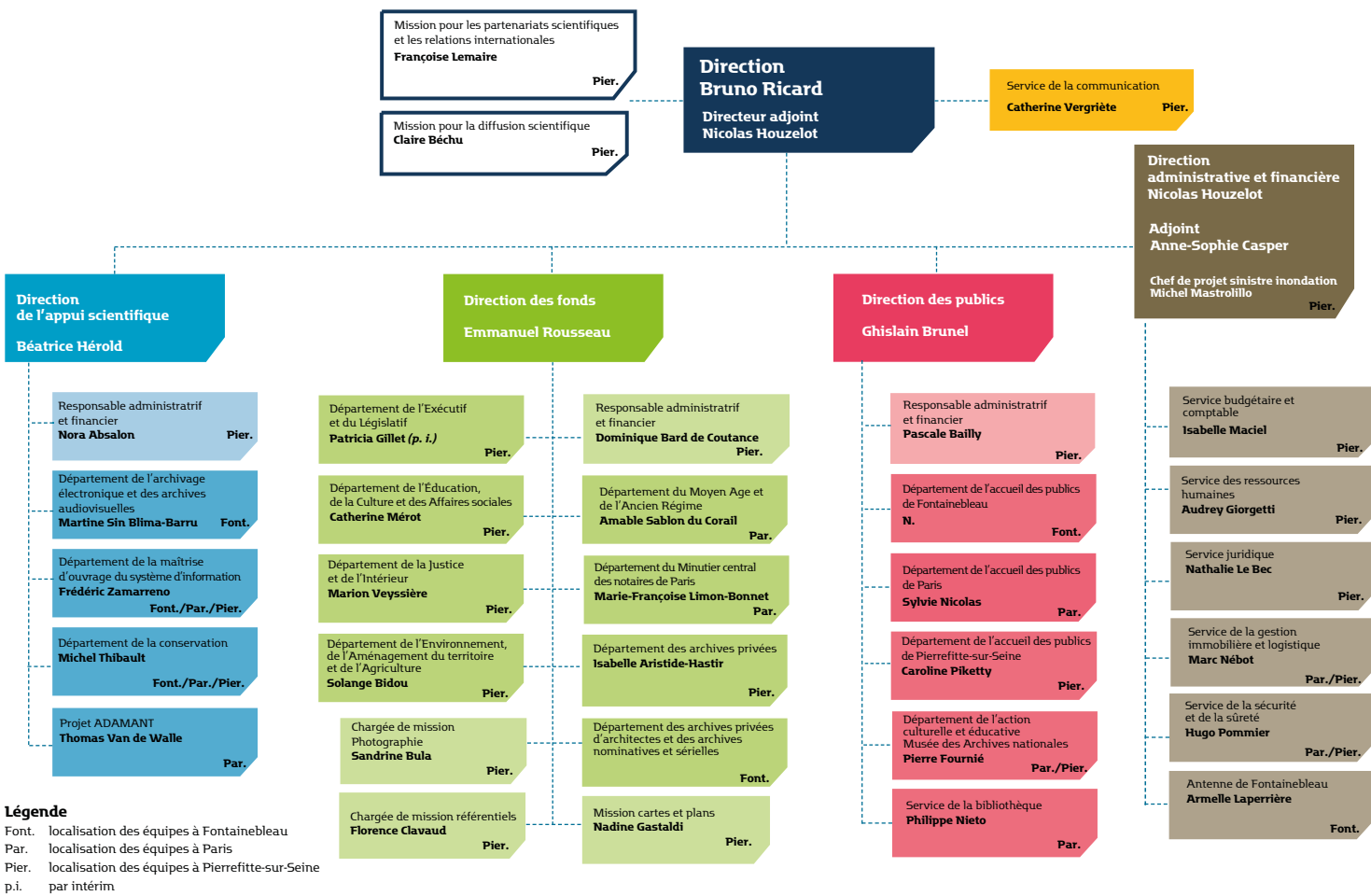
⁷<https://www.facebook.com/Archives.nationales.France/photos/a.202938916436141/2337698039626874/?type=3&theater>

⁸<https://museum-week.org/>

⁹https://commons.wikimedia.org/wiki/Category:Photographies_des_travaux_de_restoration_des_cath%C3%A9drales_XIXe_si%C3%A8cle_-_Archives_nationales

¹⁰https://commons.wikimedia.org/wiki/File:3ASignature_d'Eug%C3%A8ne_Viollet_Le_Duc_-_Archives_nationales.jpg

Annexe 1 - Organigramme des Archives nationales



Annexe 2 - Colloques et journées d'étude

A) Colloques et journées d'étude organisés ou coorganisés par les Archives nationales

31 janvier

Michel Debré et ses archives

Demi-journée d'étude organisée par les Archives nationales (département de l'Exécutif et du Législatif), en partenariat avec la Fondation nationale des Sciences politiques, à l'occasion de la publication par les Archives nationales de l'inventaire définitif des archives personnelles et de fonction de Michel Debré.

Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine (14 h-17 h 30)

26 mars

La recherche en droit public. Présentation du Guide de recherche dans les archives du Conseil d'État

Demi-journée d'étude organisée par le comité d'histoire du Conseil d'État en partenariat avec les Archives nationales (département de l'Exécutif et du Législatif).

Conseil d'État (salle du Contentieux)

11 avril

Georges Pompidou : entre archives et histoire (1969-2019)

Journée d'étude organisée par les Archives nationales (département de l'Éducation, de la Culture et des Affaires sociales), le Centre d'histoire sociale de Paris 1 et l'université Paris 7 dans le cadre des ateliers Campus Condorcet.

Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine

15 mai

Censure et régulation des films : enjeux transnationaux

Journée d'étude organisée par l'université Paris 8 et les Archives nationales (département de l'Éducation, de la Culture et des Affaires sociales), en partenariat avec le Centre national du cinéma.

Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine

16 mai

Au cœur du pouvoir impérial : la Secrétairerie d'État

Journée d'étude organisée par les Archives nationales (département de l'Exécutif et du Législatif) en partenariat avec la Fondation Napoléon.

Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine

13 juin

Gouverner par la loi. Les comités et commissions des Assemblées révolutionnaires, du Législatif à l'Exécutif (1789-1795)

Journée d'étude organisée par les Archives nationales (département de l'Exécutif et du Législatif) en partenariat avec l'Institut d'histoire de la Révolution française.

Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine

17 juin

Mendès France parle aux Français

Colloque organisé par l'Institut Pierre-Mendès-France, les Archives nationales (département de l'Exécutif et du Législatif), l'Institut national de l'audiovisuel et la Fondation Jean-Jaurès, soixante-cinq ans après son investiture comme président du Conseil et sa première « causerie » du 26 juin 1954.

Assemblée nationale (salle Victor-Hugo)

27 juin

Commémorer la Grande Guerre : bilan et perspectives de recherche

Demi-journée d'étude organisée par la direction des Fonds des Archives nationales qui se propose de dresser un bilan sur trois points :

- la diversification des sources disponibles et exploitables : l'enrichissement des fonds par la collecte d'archives publiques et privées, les campagnes de numérisation, les mises en ligne ;
- le renouvellement des clés d'accès aux fonds d'archives : guides de recherche et inventaires, indexations collaboratives, éditions électroniques de documents ;
- la valorisation des archives de la Grande Guerre : expositions, offre pédagogique et formation des enseignants, fonds remarquables, bilan des colloques et journées d'étude.

Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine (14 h 30-17 h, auditorium)

20 septembre

Réformer les écoles d'art

Journée d'étude organisée par les Archives nationales et l'université Paris 8 (laboratoire Art des images et art contemporain), avec la collaboration de l'École nationale supérieure des beaux-arts [ENSBA] et de l'École nationale supérieure des arts décoratifs [ENSAD], dans le cadre du programme « Transformations de l'enseignement dans les écoles d'art », soutenu par l'EUR ArTeC.

Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine (auditorium)

4-5 octobre

1919-2019. Cent ans d'aviation civile et commerciale en France

Colloque organisé par les Archives nationales (département de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de l'Agriculture) en partenariat avec la direction générale de l'Aviation civile (ministère de la Transition écologique et solidaire), le Comité d'histoire du ministère de la Transition écologique et solidaire et du ministère de la Cohésion territoriale, le musée de l'Air et de l'Espace du Bourget, l'Aéro-Club de France, le musée Espace AIR Passion d'Angers et l'université de Toulouse-Jean-Jaurès.

4 octobre : Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine

5 octobre : Musée de l'air et de l'espace du Bourget

12 octobre

Histoire et archives des migrations françaises en Amérique latine

Journée d'étude organisée par les Archives nationales (département de l'Éducation, de la Culture et des Affaires sociales) et l'université de Bordeaux-Montaigne, dans le cadre du projet « EMILA » (« écritures migrantes »)

Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine (salle de commissions)

15-16 octobre

La cartographie à grande échelle en Europe au Moyen Âge et à la Renaissance : formes, acteurs, pratiques

Colloque international organisé par les Archives nationales en partenariat avec le Centre d'études supérieures sur la fin du Moyen Âge [CESFiMA]-laboratoire POLEN de l'université d'Orléans et le LAMOP (université Paris I-CNRS), avec le soutien du labex Hastec, à l'occasion de l'exposition tenue aux Archives nationales *Quand les artistes dessinaient les cartes. Vues et figures de l'espace français au Moyen Âge et à la Renaissance* (25 septembre 2019-6 janvier 2020).

15 octobre : Archives nationales-Paris

16 octobre : Orléans-hôtel Dupanloup

20 novembre

Éducation populaire : engagement, médiation, transmission (xix^e-xxi^e siècle)

Colloque de clôture du projet Éducation populaire : engagement, médiation, transmission (xix^e-xxi^e siècle) organisé par les Archives nationales, en partenariat avec la Bibliothèque nationale de France, le Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire ainsi que les universités Paris 8, Paris-Nanterre et de Tours.

Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine (auditorium)

12-14 décembre

Traduire la performance/performer la traduction

Colloque international organisé par l'université Paris 8 (TransCrit, UMR 7217/CRESPPA, UMR 7023 SFL) dans le cadre du projet ArtTeC, en partenariat avec les Archives nationales.

Laboratoires d'Aubervilliers (41 rue Lécuyer, 93300 Aubervilliers)

B) Colloques et journées d'étude accueillis par les Archives nationales et avec leur soutien

2-3 avril

Les plaintes criminelles en France après 1870 : inventaire, problématisation, valorisation d'un corpus méconnu

Colloque organisé par le Centre pour les humanités numériques et l'histoire de la justice [CLAMOR]-CNRS-ministère de la Justice-Criminocorpus, les Archives nationales et la Bibliothèque nationale de France

2 avril : Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine

3 avril : Bibliothèque nationale de France

4-5 avril

Être éditeur en France au XIX^e siècle

Colloque pluridisciplinaire organisé dans le cadre de la Semaine des Arts ayant pour thème La rue, par l'université Paris 8 et les Archives nationales avec les Archives municipales d'Hiroshima, l'Institut national des langues et des civilisations orientales [INALCO] et l'université Paris 7.

Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine

12 juin

Errements d'archives : déplacements, déclassements, pertes (V^e-XIX^e siècle)

Colloque de clôture organisé dans le cadre du séminaire « Administrer par l'écrit au Moyen Âge et à l'époque moderne » organisé par les Archives nationales, le Centre Jean-Mabillon (École nationale des chartes), l'IDHES [Laboratoire Institutions et dynamiques historiques de l'économie et de la société], l'IHMC [Institut d'histoire moderne et contemporaine] et le LAMOP [Laboratoire de médiévistique occidentale de Paris] de l'université Paris 1, le DYPAC [laboratoire Dynamiques patrimoniales et culturelles de l'université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines] et l'IRHT [Institut de recherche et d'histoire des textes] et soutenu par le LabEx HaStec.

Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine

27-29 novembre

Enfants et adolescents « sans famille » dans les guerres du XX^e siècle

Colloque organisé par le Centre d'histoire des sociétés, des sciences et des conflits [CHSSC-université de Picardie-Jules-Verne], le Centre interdisciplinaire de recherche culture, éducation, formation, travail-Histoire et socio-histoire de l'éducation [CIRCEFT-HEDUC, université Paris 8-Vincennes-Saint-Denis] et le Center for Research on the English-speaking World [CREW-université Sorbonne nouvelle Paris 3], avec le soutien des Archives nationales (département de l'Éducation, de la Culture et des Affaires sociales).

Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine

C) Colloques et journées d'étude auxquels les Archives nationales ont apporté leur soutien ou leur participation

30 janvier

Des archives à la recherche. Le fonds de l'établissement pénitentiaire de Fresnes (1898-2012)

Journée d'étude organisées par les Archives départementales du Val-de-Marne, en partenariat avec Criminocorpus, au cours de laquelle les Archives nationales (département de la Justice et de l'Intérieur) ont fait une communication.

Créteil, Maison départementale des syndicats

15 mars

Archives participatives. D'une logique de guichet à une logique de coconstruction

Journée d'étude du master Gestion des archives et de l'archivage de l'université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, avec la participation, entre autres, des Archives nationales dans le cadre de la convention qui les lie à l'UVSQ.

Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine

29 mars

Suivre le patrimoine à la trace

Journée d'étude organisée autour de l'axe « Usages, réflexivité, archives » du DIM [Domaine d'intérêt majeur] Matériaux anciens et patrimoniaux, réseau francilien de recherche sur les matériaux anciens.

Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine

29-30 mars

Valoriser les collections patrimoniales et la recherche en histoire de l'art sur Wikipédia, WikiCommons et Wikidata

Journée de rencontres et de formation organisée dans le cadre du programme Images/Usages porté par l'Institut national d'histoire de l'art et soutenu par la Fondation de France, et en partenariat avec Wikimedia France.

Institut national d'histoire de l'art

3-5 avril

Archives et transparence, une ambition citoyenne

Forum de l'Association des archivistes français au cours duquel les Archives nationales sont intervenues par des communications.

Saint-Étienne, Centre des congrès

12 septembre

Clandestinités. Aspects policiers et militaires de l'État clandestin à l'époque contemporaine

Journée d'étude organisée par le Service historique de la Défense en partenariat avec l'Institut des sciences sociales du politique, Nanterre-Université (UMR 7220), au cours de laquelle des Archives nationales sont intervenues par une communication.

Vincennes, Service historique de la défense

20-21 septembre

L'arsenal des imaginaires urbains. La photographie au service des transformations de la ville

Colloque organisé par l'université Paris 1-Panthéon Sorbonne-HiCSA (EA 4100), l'université de Tours-InTRu (EA 6301), la Médiathèque de l'architecture et du patrimoine et l'Association de préfiguration du Collège international de photographie du Grand Paris, au cours duquel les Archives nationales sont intervenues par une communication.

20 septembre : Institut national d'histoire de l'art

21 septembre : Médiathèque de l'architecture et du patrimoine

23-25 octobre

Le chantier cathédral en Europe : diffusion et sauvegarde des savoirs, savoir-faire et matériaux du Moyen Âge à nos jours

Colloque organisé par le département du Pilotage de la recherche et de la Politique scientifique (ministère de la Culture, direction générale des patrimoines), le Centre André-Chastel et le labex Écrire une histoire nouvelle de l'Europe, avec le soutien de l'Institut national du patrimoine, de l'Observatoire des patrimoines de Sorbonne Université et de l'Office allemand d'échanges universitaires/Deutscher Akademischer Austauschdienst.

Institut national du patrimoine

7-8 novembre

Patrimoines photographiques : histoires, ethnologies, émotions

Colloque organisé par la Société française de photographie, avec le soutien du ministère de la Culture et le concours du musée des Arts décoratifs, au cours duquel les Archives nationales sont intervenues par une communication.

Musée des Arts décoratifs

3 décembre

La loi de 1979 sur les Archives. Genèses, portées juridiques et évolutions

Journée d'étude organisée avec le soutien du comité d'histoire du ministère de la Culture à l'occasion de la parution de l'ouvrage 1979, genèse d'une loi sur les archives qui célèbre les quarante ans de cette loi dans le cadre du programme de recherche Mémoloi.

Institut national d'histoire de l'art

13 et 12 décembre

Patrimoine, philanthropie, mécénat, XIX^e-XXI^e siècle

Colloque international organisé par la Chancellerie des universités de Paris avec la collaboration des Archives nationales, de la Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, de l'École nationale des chartes, de la bibliothèque de l'Institut national d'histoire de l'art et du musée des Arts décoratifs.

Grand salon de la Sorbonne

Annexe 3 – Conférences et tables rondes

Cycles de conférences « Formations du mardi »

8 janvier

Les naturalisations

par Annie Poinot, Céline Delétang et Thomas Lebée (département de la Justice et de l'Intérieur)

15 janvier

Les archives des Assemblées et des grands corps de l'État

par Céline Parcé, Marie Ranquet et Arnaud Romont (département de l'Exécutif et du Législatif)

5 février

Les usuels de la salle de lecture

par Olivier Chosalland et Sylvie Le Goëdec (direction des Publics)

19 février

Les morts pour la France de 14-18 et les sources complémentaires

par Michèle Conchon (département de l'Exécutif et du Législatif)

12 mars

Les affiches

par Aurélie Peylhard (Mission Cartes et plans)

26 mars

Les expositions universelles

par Magalie Bonnet (département de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de l'Agriculture)

2 avril

Le guide sur les dommages de guerre après 1918

par Michèle Conchon (département de l'Exécutif et du Législatif) et Thierry Guilpin (département de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de l'Agriculture)

16 avril

Les fonds privés sur la Seconde Guerre mondiale

par Patricia Gillet (département de l'Exécutif et du Législatif)

23 avril

Les fonds des Affaires sociales

par Vanessa Szollosi (département de l'Éducation, de la Culture et des Affaires sociales)

14 mai

Les archives audiovisuelles et électroniques

par Martine Sin Blima-Barru (département des Archives électroniques et des archives audiovisuelles)

28 mai

Les fonds relatifs à l'environnement

par Thierry Guilpin (département de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de l'Agriculture)

4 juin

Les fonds relatifs aux travaux publics et aux transports

par Stéphane Rodriguez-Spoliti (département de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de l'Agriculture)

18 juin

Les archives des présidents de la République et des services du Premier ministre

par Bénédicte Fichet, Vivien Richard et Sébastien Studer (département de l'Exécutif et du Législatif)

Conférences de la Société française d'onomastique

18 mars

Poétique anthroponymique dans l'œuvre de Françoise Sagan

par Céline Hromadova (université Sorbonne Nouvelle-Paris 3)

18 novembre

L'exonymie (seconde partie)

par Ange Bizet (Société française d'onomastique)

Conférences dans le cadre de l'exposition La science à la poursuite du crime. Alphonse Bertillon, pionnier des experts policiers

7 octobre

De l'anthropométrie judiciaire à la dactyloscopie

par Jean-Lucien Sanchez, historien, et Isabelle Cazzato, Service régional de l'identité judiciaire de la préfecture de police de Paris

8 octobre

Qu'est-ce qu'un expert policier ?

par Amos Frappa, historien, et Sébastien Aguilar, Service régional de l'identité judiciaire de la préfecture de police de Paris

9 octobre

Traces et investigations

par Marc Renneville, historien, et Richard Marlet, ancien directeur du Service régional de l'identité judiciaire de la préfecture de police de Paris

11 octobre

Identifier les morts

par Bruno Bertherat, historien, et Perrine Rogier-Thubert, Service régional de l'identité judiciaire de la préfecture de police de Paris

14 octobre

L'identité judiciaire face aux scènes de crime

par Xavier Espinasse, directeur du Service régional de l'identité judiciaire de la préfecture de police de Paris

Diffusion de films et tables rondes dans le cadre du cycle *Les Archives font leur cinéma.*
Des images d'hier à voir aujourd'hui

21 mars (4 cours métrages)

Concertina,

par Marie Cipriani et Franck Balandier, 1996 (musée national des Arts et traditions populaires).

Couronnement de Haïlé Sélassié 1^{er}, roi des rois d'Éthiopie, seigneur des seigneurs, lion conquérant de la tribu de Juda, lumière du monde, élu de Dieu,

anonyme, 1930, muet (Cinémathèque de l'Agriculture).

La Table,

1994 (Act Up).

Allegro, ma troppo,

par Paul de Roubaix, 1962 (ministère de la Jeunesse et des Sports).

17 avril

Journée mondiale de la Terre. Regards ethnographiques-regards institutionnels

La dernière vache,

par Patrick Prado et Lorient Kervenane, enquête ethnographique, 1973
(musée national des Arts et traditions populaires).

Le temps de l'urbanisme,

par Philippe Brunet, 1962 (Cinémathèque du ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme)

13 mai

La vie des musées avant la nuit

Le musée national d'Art populaire,

anonyme, 1953 (musée national des Arts et traditions populaires).

Le musée des ATP, un instrument de travail,

anonyme, 1972 (musée national des Arts et traditions populaires).

Parlez-moi des musées d'Alger,

par Michel Colardelle, Alger, 2003 (musée national des Arts et traditions populaires)

Inauguration de l'exposition 72-72 Pompidou,

par Reynold Arnould, 1972.

21 juin

Spécial Fête de la musique

Musiciens du métro, par Dominique Czarny et Colette Sluys, 1997 (musée national des Arts et traditions populaires).

Les Vermandel, hommes orchestres,

par Marie Cipriani, Claire Calogirou et Marc Touché, 1997 (musée national des Arts et traditions populaires).

La musique d'Exilar,

anonyme, 1984 (Théâtre national de Chaillot).

Annexe 4 – Prêts aux expositions

45 dossiers ont été instruits pour des expositions ayant lieu en 2019 et **398** documents prêtés.

17 dossiers ont été ouverts pour des expositions ayant lieu en 2020/2021 (**73** documents concernés au 31 décembre 2019)

Parmi les prêts notables, on peut citer :

130 documents prêtés pour l'exposition *La saga des inventions. Du masque à gaz à la machine à laver* (Arles, Rencontres internationales de la photographie)

40 documents prêtés pour l'exposition *Picasso et l'exil* (Toulouse, Les Abattoirs-Musée-Frac Occitanie)

24 documents prêtés pour l'exposition *Le marché de l'art sous l'Occupation* (Paris, Mémorial de la Shoah)

24 documents prêtés pour l'exposition *Versailles. Architectures rêvées, 1660-1815* (Versailles, château)

22 documents prêtés pour l'exposition *Geneviève 1600* (Paris, mairie du V^e arrondissement)

19 documents prêtés pour l'exposition *Saint Vincent Ferrier, voix de Dieu au cœur de la guerre de Cent Ans* (Chéméré-le-Roi, couvent Saint-Thomas d'Aquin)

12 documents prêtés pour l'exposition *Le modèle noir de Géricault à Matisse* (Paris, musée d'Orsay)

12 documents prêtés pour l'exposition *Manuscrits de l'extrême* (Paris, Bibliothèque nationale de France)

9 documents prêtés pour l'exposition *Paris-Londres. Music Migrations, 1962-1989* (Paris, musée de l'histoire de l'Immigration)

8 documents prêtés pour l'exposition *Rose Valland. En quête de l'art spolié* (Grenoble, Musée dauphinois)

7 documents prêtés pour l'exposition *Chambord 1519-2019, l'utopie à l'œuvre* (Chambord, château)

7 documents prêtés pour l'exposition *Le bivouac de l'Empereur* (Belgique, Waterloo, musée Wellington)

6 documents prêtés pour l'exposition *Henri II. Renaissance à Saint-Germain-en-Laye* (Saint-Germain-en-Laye, château)

6 documents prêtés pour l'exposition *Marquise Arconati Visconti. Femme libre et mécène d'exception* (Paris, musée des Arts décoratifs)

5 documents prêtés pour l'exposition *Liberté, Égalité, Diversité* (Daoulas, abbaye)

4 documents prêtés pour l'exposition *Il était une fois, la reine des villes d'eaux* (Vichy, palais des congrès)

4 documents prêtés pour l'exposition *Le modèle noir de Géricault à Matisse* (La Guadeloupe, Pointe-à-Pitre, Memorial ACTe)

4 documents prêtés pour l'exposition *Nourrir Paris* (Paris, bibliothèque Forney)

4 documents prêtés pour l'exposition *Théories du complot, hier et aujourd'hui* (Allemagne, Lichtenau, fondation Kloster Dalheim)

4 documents prêtés pour l'exposition *Un air d'Italie. L'Opéra de Paris de Louis XIV à la Révolution* (Paris, Palais Garnier)

4 documents prêtés pour l'exposition *Marie-Antoinette, métamorphoses d'une image* (Paris, Conciergerie)

3 documents prêtés pour l'exposition *Madame de Maintenon. Dans les allées du pouvoir* (Versailles, château ; Niort, musée Bernard d'Agesci)

3 documents prêtés pour l'exposition *Le temps de l'île* (Marseille, Mucem)

3 documents prêtés pour l'exposition *Tromelin, l'île des esclaves oubliés* (Paris, musée de l'Homme)

2 documents prêtés pour l'exposition *Liberté ! L'éternelle reconquête* (Bordeaux, Archives Bordeaux Métropole)

2 documents prêtés pour l'exposition *Degas à l'Opéra* (Paris, musée d'Orsay)

2 documents prêtés pour l'exposition *Graver la Renaissance. Étienne Delaune et les arts décoratifs* (Écouen, musée national de la Renaissance)

2 documents prêtés pour l'exposition *Méhusine, secrets d'une fée* (Les Lucs-sur-Boulogne, Historial de la Vendée)

2 documents prêtés pour l'exposition *Les Colbert, ministres et collectionneurs* (Sceaux, château)

2 documents prêtés pour l'exposition *Greetings from America. La carte postale américaine, 1900-1940* (Lille, Institut pour la photographie)

1 document prêté pour l'exposition *Créer pour Louis XIV. Les manufactures de la Couronne sous Colbert et Le Brun* (Paris, Mobilier national)

1 document prêté pour l'exposition *De Nittis and the revolution of seeing* (Italie, Ferrare, Palazzo dei Diamantis)

1 document prêté pour l'exposition *La Part-Dieu, 800 ans d'histoire* (Lyon, Archives départementales et métropolitaines)

Une contribution exceptionnelle a été consentie aux Rencontres internationales de la photographie d'Arles à l'occasion de l'exposition organisée pour les 80 ans du CNRS, avec le prêt de 130 photographies issues du fonds Jules Breton.

On notera aussi la déclinaison de l'exposition sur *Le modèle noir de Géricault à Matisse* en deux lieux symboliques : le musée d'Orsay à Paris et le Memorial ACTe à Pointe-à-Pitre à La Guadeloupe.

Parmi les documents remarquables prêtés figurent une charte de Philippe Auguste en faveur des lépreux des Saint-Lazare en 1181, la ratification du Concordat de Bologne conclu entre le souverain pontife et François 1^{er} en 1516, l'acte de prise de possession de l'archipel de Bourbon

en 1642, le contrat de mariage de Paul Scarron et de Françoise d'Aubigné en 1652, un plan de l'hôtel royal des Gobelins en 1691, la Constitution en bronze pilonnée du 3 septembre 1791, une lettre autographe d'Antoine Parmentier en 1793, la Gazette des atours et la dernière lettre de Marie-Antoinette, le décret du Gouvernement provisoire portant abolition définitive de l'esclavage dans les colonies du 27 avril 1848, la lettre adressée par Jean Arthus à son père avant son exécution en février 1943.

Parmi les pays étrangers ayant sollicité des prêts, l'Allemagne, la Belgique, l'Italie demeurent de fidèles partenaires.

Annexe 5 – Publications

A) Catalogues d'exposition

Quand les artistes dessinaient les cartes. Vues et figures de l'espace français, Moyen Âge et Renaissance, sous la direction de Juliette Dumasy-Rabineau, Nadine Gastaldi et Camille Serchuk, Paris, Le Passage/Archives nationales, 2019, 240 p.

B) Publications auxquelles les Archives nationales ont apporté leur soutien financier et/ou leur contribution scientifique

« Les Archives nationales, une refondation pour le ^{xxi}^e siècle », *La Gazette des Archives*, n° 254, 2019-2, 368 p.

Architectes du Grand Siècle. Du dessinateur au maître d'œuvre, sous la direction d'Alexandre Cojannot et d'Alexandre Gady, Paris, Le Passage, 2019, 228 p.

Dans l'intimité du pouvoir. La présidence de Georges Pompidou, sous la direction de Christine Manigand et de Vivien Richard, Paris, Nouveau Monde éditions/Institut Georges Pompidou/Archives nationales, 2019, 286 p.

Dialoguer l'archive, sous la direction d'Isabelle Alfandary, Paris, Institut national de l'audiovisuel, 2019, 168 p.

Guide de recherche dans les Archives du Conseil d'État, sous la direction d'Emmanuelle Flament-Guelfucci (Conseil d'État) et Isabelle Chave (Archives nationales), Paris, La Documentation française, 2018, 442 p. (Collection Histoire et mémoire, n° 6)

Le discret langage du pouvoir. Les mentions de chancellerie du Moyen Âge au ^{xviii}^e siècle, Études réunies par Olivier Canteaut, Paris, École nationale des chartes, 2019, 710 p. (Collection Études et rencontres de l'École des chartes, n° 55)

Les noms de lieux et de personnes en France. Guide bibliographique, par Pierre-Henri Billy et Sébastien Nadiras, Paris, CTHS/Archives nationales, 2019, 776 p.

